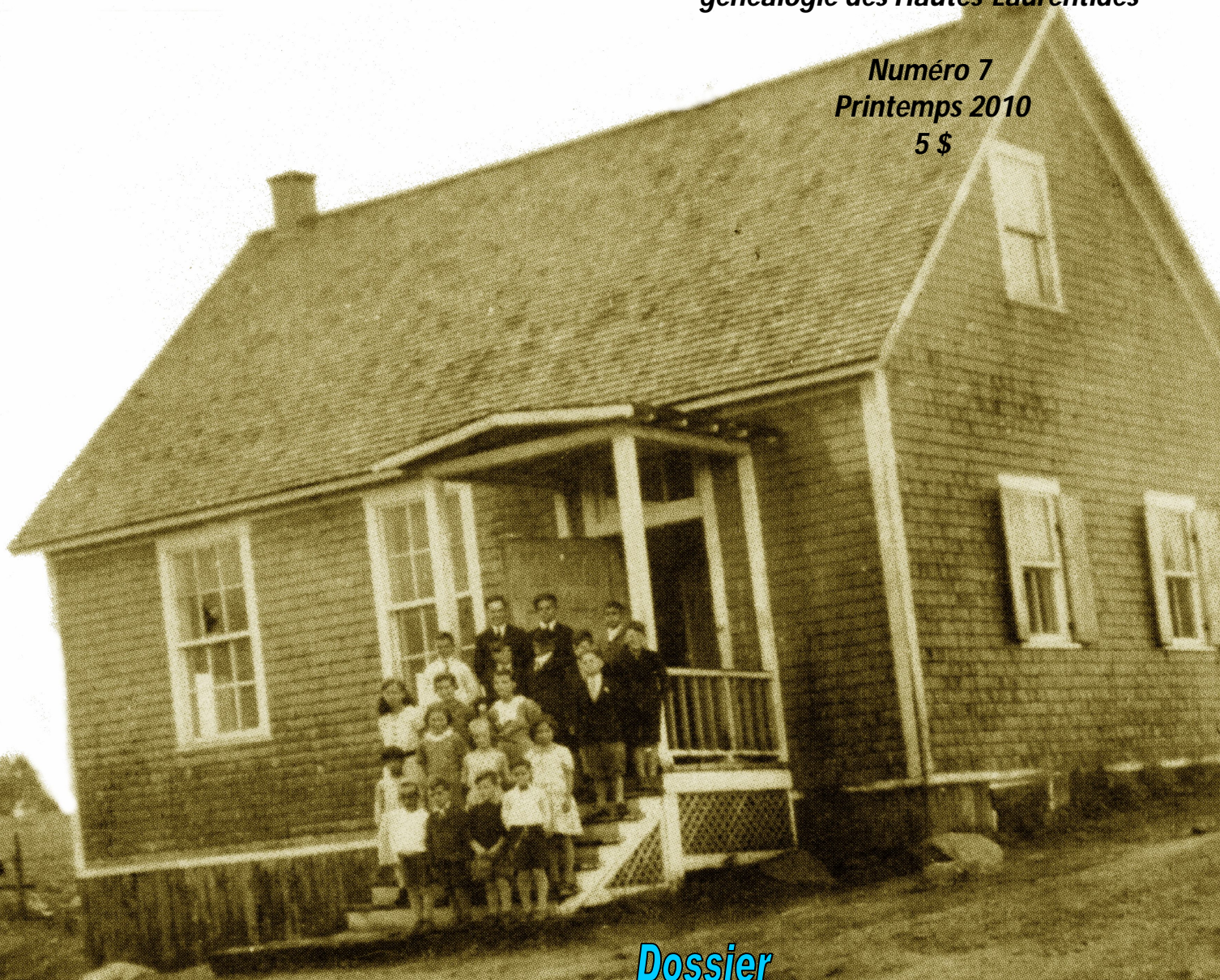


# La Laurentie

*Bulletin de La Société d'histoire et de  
généalogie des Hautes-Laurentides*

*Numéro 7  
Printemps 2010  
5 \$*



## *Dossier*

### *Personnages importants :*

*Les députés fédéraux*

*Les députés provinciaux*

*Le clergé*

*Femmes marquantes*

*Les institutrices rurales*

La Laurentie est publiée 4 fois par année par  
La Société d'histoire et de généalogie des Hautes-  
Laurentides  
385, rue du Pont, C.P. 153, Mont-Laurier (Québec)  
J9L 3G9  
Téléphone : 819-623-1900 Télécopieur : 819-623-7079  
Courriel : soc.hist.mt-laurier@genealogie.org  
Site internet : www.genealogie.org/club/shrml/

**Heures d'ouverture :**

Du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h à 17 h.

**Rédacteur en chef :**

Gilles Deschatelets

**Équipe de rédaction :**

Suzanne Guénette, Louis-Michel Noël,  
Geneviève Piché, David Saint-Germain

**Impression :**

Imprimerie L'Artographe

**Conseil d'administration 2009-2010 :**

Gilles Deschatelets (président), Shirley Duffy (vice-prési-  
dente), Daniel Martin (trésorier), Gisèle L. Lapointe  
(secrétaire), Marguerite L. Lauzon (administratrice),  
Danielle Ouimet (administratrice), Lise Clément  
(administratrice), Raymond Hamel, administrateur.

**Nos responsables :**

Généalogie : Daniel Martin, Louis-Michel Noël  
Responsable administrative et webmestre :  
Suzanne Guénette  
Archiviste : David Saint-Germain  
Personne ressource : Denise Florant Dufresne.

**Cotisation annuelle :**

La cotisation annuelle des membres (25\$) comprend  
l'abonnement à *La Laurentie*.

**Abonnement :** 20 \$ pour les 4 numéros annuels ou  
25 \$ pour abonnement de soutien et membership.

Les articles peuvent être reproduits avec mention  
de la source, sauf lorsque apparaît le signe ©.  
Les opinions émises dans les articles publiés n'engagent  
que leurs auteurs et non la Société.

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Québec  
Bibliothèque nationale du Canada  
ISSN 1919-6830

**Page couverture :**

Devant le parlement d'Ottawa, les députés fédéraux : Henri Bourassa  
et Johanne Deschamps.  
Devant l'Assemblée nationale, les députés Albiny Paquette et Sylvain  
Pagé.

## Sommaire

<b>Propos à l'air libre</b>	<b>3</b>
<b>Des nouvelles de votre Société</b>	<b>4</b>
<b>Dossier Personnages importants :</b>	
<b>Les députés fédéraux du comté Labelle</b>	<b>5</b>
<b>Le droit de vote des femmes</b>	<b>10</b>
<b>Les députés provinciaux du comté Labelle</b>	<b>11</b>
<b>Le clergé, au cœur du développement de la région</b>	<b>15</b>
<b>Des femmes impliquées dans leur communauté</b>	<b>19</b>
<b>La face cachée des institutrices rurales</b>	<b>26</b>



École de rang typique

<b>Raymond Dinelle, précurseur des cours universitaires à Mont-Laurier</b>	<b>28</b>
<b>Mots croisés et photo mystère</b>	<b>29</b>
<b>Encourageons nos commanditaires</b>	<b>30</b>

# Propos à l'air libre

Gilles Deschatelets

Cinq de mes tantes, Bella, Édith, Gabrielle, Gilberte et Florence, ont été institutrices rurales en Abitibi dans les années 1940-1950. Elles enseignaient souvent dans des bâtiments ouverts aux quatre vents, sans isolation et sans aucune commodité. Les élèves qu'elles accueillaient, le mot prend ici tout son sens, arrivaient le matin après avoir marché plusieurs kilomètres le ventre vide. Ils n'avaient pas non plus de lunch pour dîner. Ils s'agglutinaient autour du poêle car ils avaient eu froid, même à six dans le même lit, dans leur maison pas toujours chauffée la nuit. Ils s'endormaient malgré eux dans la bonne odeur de la soupe que Mademoiselle Delisle avait préparée avec quelques légumes et quelques os apparus comme par miracle. Ils allaient manger et avoir enfin chaud.

Ces femmes admirables, isolées au fond des rangs des colonies, ont nourri l'esprit et souvent l'estomac de milliers d'enfants. Et dans des conditions qu'on peut à peine imaginer aujourd'hui. Elles ont apporté un minimum de connaissances et de curiosité intellectuelle à plusieurs générations de nos aïeux : à nos parents, à nos grands-parents, à nos arrière-grands-parents, à nos arrière-arrière-arrière.

Nous voulions dans ce numéro rendre hommage aux femmes et aux hommes qui ont bâti notre coin de pays. Rendre hommage aux personnages publics, il le faut bien. Mais aussi, et surtout, pour moi, rendre hommage aux héros obscurs qui l'ont bâti jour après jour. Pour les représenter, nous avons choisi de parler des institutrices rurales. Comme vous le verrez, en plus de travailler dans des conditions impossibles, elles touchaient des salaires de misère. Et tant qu'à l'équité salariale ...

Saviez-vous que nos cantons du nord ont appartenu à la circonscription électorale d'Ottawa? Nous vous présentons un aperçu de l'histoire de la circonscription de Labelle, au niveau fédéral et provincial, et des députés qui l'ont représentée. Nous traçons un bref portrait de chacun. S'il vous apparaît trop court, c'est que certains de ces personnages feront l'objet d'articles plus approfondis plus tard. Il en est de même pour les membres du clergé et certaines femmes marquantes.

Puisque nous parlons de représentativité électorale, nous voulons souligner le soixante-dixième (70<sup>e</sup>) anniversaire du droit de vote des Québécoises, acquis le 25 avril 1940 après une longue lutte. Notre vénérable député, Henri Bourassa, écrivait à ce propos : «... les Canadiennes-françaises risquent de devenir des «femmes publiques», «de véritables femmes-hommes, des hybrides qui détruiraient la femme-mère et la femme-femme». (source : revue Cap-aux-Diamants, no 21, printemps 1990, p.20).

Le cardinal Bégin (Québec) renchérisait : «L'entrée des femmes dans la politique, même par le seul suffrage, serait pour notre province un malheur. Rien ne le justifie, ni le droit naturel, ni l'intérêt social; les autorités romaines approuvent nos vues qui sont celles de tout notre épiscopat.» (source : idem p.23). Le conseiller législatif, L.-A. Giroux, en rajoute : «On invoque l'argument de similitude avec les autres provinces, comme si pour certains le progrès consiste à singer ce que font les autres. Québec a ses traditions, ses coutumes et elles sont sa force et sa grandeur. Advenant l'adoption de ce bill, la femme ressemblerait à un astre sorti de son orbite.» (extrait des débats du 25 avril 1940 à l'Assemblée législative.)

C'était en 1940, on se croirait au Moyen Âge.  
Bonne lecture.

P.S. Je dédie ce numéro à mes chères tantes, maîtresses d'école.



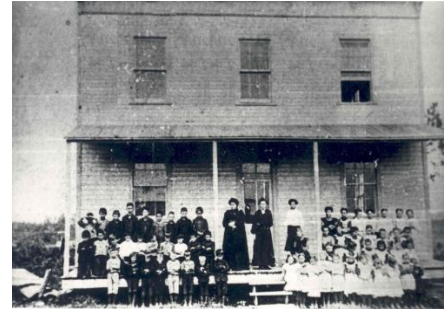
# Des nouvelles de votre Société

**Ne manquez pas nos activités commémoratives du 125<sup>e</sup> de Mont-Laurier**

## **Exposition «Du Rapide-de-l'original à Mont-Laurier 1885-2010»**

125 ans d'images et d'objets évoquant l'histoire de Mont-Laurier à travers divers thèmes : exploitation forestière, agriculture et colonisation, éducation, patrimoine religieux, culture, sports et loisirs, évolution du paysage, portraits de familles.

Au Studio de la Maison de la Culture, au 385, rue du Pont, Mont-Laurier. Du **24 juin au 15 août 2010**, du mercredi au dimanche, de 14h à 20h. Entrée gratuite.



## **Circuit pédestre « Marchons notre histoire »**

En juillet et août : Visite commentée dans les rues de Mont-Laurier, d'une durée de 1 heure ou de 3 heures, avec possibilité d'une visite guidée de la Cathédrale. Départ du mercredi au dimanche, à 10 h et à 14h, du hall de la Maison de la culture, au 385 rue du Pont, Mont-Laurier.

Tarif : 1 h/ 2 \$, 3 h/8 \$.

## **Calendrier du 125<sup>e</sup>**

En décembre 2009, la Société d'histoire a publié un calendrier soulignant le 125<sup>e</sup> de Mont-Laurier. Composé de 200 éphémérides et de 60 photos, ce calendrier vous permet d'en apprendre davantage sur l'histoire de cette municipalité. Il ne reste que quelques exemplaires disponibles! Procurez-vous le au coût de 4 \$ au local de la Société, au 385 rue du Pont, aux Tabagies Pellerin et Le Calumet (de la Plaza Paquette) ainsi qu'à la Librairie Jaclo.

## **Échanges de revues**

Plusieurs sociétés d'histoire ou de généalogie ont répondu à l'invitation de la Société de procéder à un échange de revues ou bulletins. Ce sont : La Société de généalogie de Longueuil, Société de généalogie des Laurentides, Société d'histoire d'Amos, Société d'histoire de la MRC L'Assomption, Société d'histoire de la Rivière-du-Nord, Société d'histoire d'Oka, Société d'histoire du Lac Saint-Jean, Société d'histoire et de généalogie de Salaberry, Société d'histoire et de généalogie des Mille-Îles, Société d'histoire et de généalogie des Pays-d'En-Haut, Société d'histoire et de généalogie des Quatre-Lieux, Société d'histoire régionale Deux-Montagnes, Société historique Louis-Joseph-Papineau.

## **Membriété**

De nouvelles municipalités de la MRC d'Antoine-Labelle sont devenues membres de notre Société : Chute-Saint-Philippe, Kiamika, Lac-du-Cerf, Lac-Saguay, Notre-Dame-de-Pontmain, Lac-des-Îles et Sainte-Anne-du-Lac se joignent à Mont-Laurier et Ferme-Neuve.



## Les députés fédéraux du comté Labelle

Par Gilles Deschatelets

L'Acte d'Union regroupait, en 1841, le Bas-Canada (Québec) et le Haut-Canada (Ontario). Leurs 84 députés, 42 pour chacune des constituantes, siégeaient dans une seule et même Assemblée législative. Le territoire des Hautes-Laurentides faisait alors partie du vaste comté d'Ottawa qui englobait la Petite Nation, l'Outaouais et une grande partie des Laurentides jusqu'aux cantons de Bouthillier, Kiamika et Campbell. La superficie des comtés était alors si grande que la même circonscription pouvait élire deux députés. Leur nombre, toujours réparti également, passera de 84 à 130 en 1854. On y recense, en 1844, 9 060 anglophones et 3 353 francophones; il ne faut donc pas s'étonner si plusieurs députés du comté d'Ottawa portent des noms anglais.

Dans le premier parlement régi par l'Acte d'Union, le comté d'Ottawa est représenté, du 8 avril 1841 au 23 septembre 1844, par deux députés, C.D. Day et Denis-Benjamin Papineau. Nommé ministre, ce dernier siégera ensuite seul du 12 novembre 1844 au 6 décembre 1847. Lui succède M. J. Egan du 24 janvier 1848 jusqu'en 1854; puis A. Cooke du 10 août 1854 au 28 novembre 1857.

L'Acte d'Union est aboli en 1864 suite aux négociations des Pères de la Confédération à Charlottetown et à Québec. L'Acte de l'Amérique du Nord Britannique est proclamé le 1<sup>er</sup> juillet 1867 et crée le Dominion du Canada réunissant les quatre provinces fondatrices: le Québec, l'Ontario, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick. Le Québec conserve ses 65 divisions électorales. Il existe maintenant deux Assemblées législatives, mais un député peut représenter un comté provincial et un comté fédéral simultanément.

Les deux derniers députés du comté d'Ottawa seront Alonzo Wright et Charles Ramsay Devlin. La carrière politique d'Alonzo Wright s'étale de 1863 à 1891. Élu pour la première fois sous l'Union, il la

représente du 30 juin 1863 jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1867. Sous le régime confédératif, il conserve son siège de 1867 à 1891, étant élu en 1872, 1874, 1878, 1882 et 1887 toujours sous l'étonnante bannière libérale-conservatrice. Il était le petit-fils de Philemon Wright, fondateur de Hull et potentat tout-puissant dans la région.

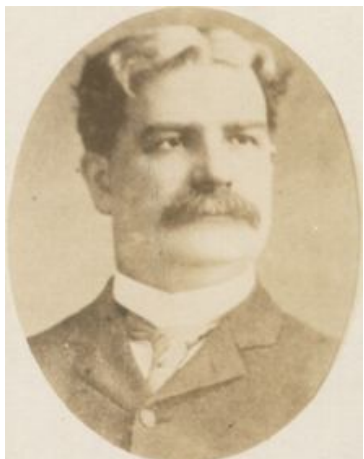
Alonzo devient entrepreneur forestier en 1846 quand il doit voir à l'administration des scieries, glissoires, barrages et concessions forestières familiales. Il devra attendre plusieurs années avant de s'adonner au genre de vie qu'il affectionne, celui de *gentleman farmer*. Sa fortune lui permet de se consacrer à l'élevage d'ovins, de bovins et de chevaux de race, à la politique et à ses lectures. Il est pour ses concitoyens un «seigneur» que la résidence et le mode de vie princier consacrent «Roi de la Gatineau». Il ne sera pas un député flamboyant, mais apprécié et écouté. Il connaît les besoins de sa région et s'en fait le défenseur. Il lutte pour le développement de l'agriculture, de la colonisation et des moyens de transports (canaux sur l'Outaouais et chemin de fer). Homme cultivé, il respectait la culture française et était un défenseur de l'égalité entre les deux peuples fondateurs. Peu avant son retrait de la vie politique, Wright pourfend en Chambre les menées de l'Equal Rights Association qui veut, entre autres choses, l'abolition du réseau d'écoles publiques catholiques et protestantes au Manitoba.



Alonzo Wright

La carrière de Charles Ramsay Devlin est intéressante à plus d'un titre. Fils d'immigrants irlandais catholiques, il étudia au petit séminaire de Montréal de 1871 à 1877, puis à l'Université Laval de 1879 à 1881. Élu sous la bannière libérale

le 5 mars 1891, il sera le dernier député du comté d'Ottawa qui disparaît en 1892 en étant subdivisé en deux nouvelles circonscriptions : Labelle et Wright. Devlin sera élu dans Wright aux élections générales du 23 juin 1896, mais il démissionne, le 15 mars 1897, pour protester contre le compromis Laurier-Greenway qui annule, à toutes fins pratiques, un projet de loi réparatrice du gouvernement de Mackenzie Bowell en vue de restaurer les droits scolaires des catholiques manitobains. Wilfrid Laurier le nomme alors délégué commercial du Canada en Irlande, poste qu'il serait le premier à occuper. Orateur talentueux, il prononce des discours un peu partout en Irlande et se prononce ouvertement en faveur d'une plus grande autonomie pour les Irlandais. Il se présente même sous la bannière du Parti nationaliste et est élu député de Galway à la Chambre des Communes de la Grande-Bretagne de 1903 à 1906. Puis, réélu la même année, il décide de revenir sur la scène politique canadienne. À la faveur d'une élection partielle, il sera élu député de Nicolet le 29 décembre 1906. Il démissionne le 29 octobre 1907 pour revenir en novembre de la même année et être réélu en 1908. Quatre ans plus tard, il remporte la victoire dans deux circonscriptions, Nicolet et Témiscamingue, dont il sera député jusqu'à sa mort le 1<sup>er</sup> mars 1914. Homme politique né, il n'était cependant pas un homme de parti et il rompit avec le parti libéral en plusieurs occasions quand il estimait que son chef s'était éloigné des principes fondamentaux du libéralisme.



Charles Ramsey Devlin

Le nouveau district électoral de Labelle, issu de la division du comté d'Ottawa, s'étend de Montebello à Buckingham et comprend, entre autres, les cantons de La Minerve, Joly, Marchand, Kiamika et Campbell et tout le territoire non-organisé à l'est de la rivière du Lièvre et au sud de la limite sud du comté de Montcalm. La première élection s'y tiendra en 1896 et marquera le début des vingt et un ans de règne de Henri Bourassa (1896 à 1907 et 1925 à 1935).

Henri Bourassa est élu député libéral de Labelle le 23 juin 1896 avec 2 175 voix soit 56,04% du vote. Il ne faut pas s'étonner du petit nombre de votes car ni les femmes, ni les jeunes n'ont encore le droit de voter. Le gouvernement fédéral leur accordera en 1918 et Québec le 25 avril 1940. Le parti libéral remporte en 1896 une éclatante victoire et Wilfrid Laurier devient le premier canadien-français élu Premier Ministre du Canada.



Henri Bourassa

Henri Bourassa est, pour ainsi dire, né dans la politique. Il est le fils de Napoléon Bourassa, peintre de renom, et de Marie-Azélie Papineau, fille du patriote Louis-Joseph. Son arrière-grand-père, Joseph Papineau, et deux de ses oncles ont aussi été députés. C'est un homme de principes animé d'une foi vive et d'un nationalisme fort; sa voix de tribun captive et il attire partout de grandes foules. Il visitera la région lors de sa première campagne électorale en diligence par le chemin Chapleau puis en canot.



Discours d'Henri Bourassa devant le Palais de Justice de Mont-Laurier, en 1926

Le 26 octobre 1899, il claque la porte du Parti libéral pour protester contre la participation du Canada à la guerre menée par l'Angleterre contre les Boers en Afrique du Sud. Opposé à toute participation aux guerres de l'Empire britannique, il craint que ce précédent soit imité. Lors de l'élection partielle du 18 janvier 1900, il se présente comme indépendant et est élu par acclamation. Le fin renard politique qu'est Wilfrid Laurier ne présente pas de candidats contre lui sachant que la position de Bourassa contre la guerre lui vaudra des votes au Québec lors des prochaines élections. Elles ont lieu le 7 novembre de la même année et Bourassa l'emporte sous l'étiquette libérale. Il sera réélu en 1904. Choqué par la loi prohibant l'enseignement du français au Manitoba, il quitte pour la scène provinciale le 29 octobre 1907. Il sera élu dans le comté de Saint-Jacques. Plus tard, il affirmera dans ses «Mémoires» que ce passage à la scène provinciale sera «l'erreur capitale de (sa) vie publique».

Il a été un grand défenseur des colons de son comté en leur obtenant des avantages pratiques : écoles, beurreries, fromageries, services postaux, chemins et chemin de fer. Le pire ennemi du colon, déclarait-il, est le spéculateur qui se fait octroyer des lots de colonisation, les dépouille de leur bois et les abandonne. Penseur courageux, il a apporté une contribution importante à la construction du pays. Bourassa n'était cependant pas un grand politique, incapable qu'il était, par caractère et par principe, de composer avec le pouvoir sous toutes ses formes. Sa voie véritable, il l'a trouvée en fondant le journal Le Devoir et en y militant dans le journalisme catholique de combat.

L'avocat de Hull, Charles Beautron Major, lui succède lors de l'élection partielle du 23 décembre 1907, par acclamation, et sera réélu le 26 octobre 1908. Il s'était signalé comme député provincial du comté d'Ottawa en s'en prenant vertement aux gros commerçants de bois de l'Outaouais et, quoique libéral lui-même, il avait dénoncé l'administration du Département des Terres de la Couronne dont le premier ministre Parent était le titulaire. Il perdra son siège, et les libéraux le pouvoir, aux mains du conservateur

Honoré Achim le 21 septembre 1911 par moins de cent voix.

Admis au Barreau de la province de Québec le 12 janvier 1906, Honoré Achim exercera à Drummonville, Nominique et Montréal et sera principal conseiller juridique de la Compagnie des chemins de fer de la Rivière-Rouge. Il rompt avec son parti lors du dépôt du projet de loi sur la conscription en 1917 et passe à l'opposition libérale. Il ne se porte pas candidat aux élections fédérales générales de 1917, mais est élu, sans opposition, député libéral à l'Assemblée législative (Québec) dans Labelle. Réélu en 1919, il se retire quand il est nommé, le 13 octobre 1921, magistrat du district de Hull et Pontiac. Il occupe cette fonction jusqu'en 1948.

En 1915, sont détachés du comté la région de Buckingham et, plus près de nous, les cantons Blake, McGill, Wells et Wabasse. À l'élection suivante, le 17 décembre 1917, l'avocat Hyacinthe Fortier l'emporte par acclamation. Avocat de la Couronne pour le district d'Ottawa, Hyacinthe Fortier sera Bâtonnier du district de Hull de 1912 à 1916. Élu député libéral dans le comté provincial de Labelle en 1912, il est nommé, l'année suivante, membre du Conseil de l'instruction publique. Réélu sans opposition en 1916, il démissionne le 16 novembre 1917 pour se faire élire à la Chambre des Communes en 1917. Il sera réélu en 1921.

«Bourassa revient!» titrent les journaux le 29 octobre 1925 quand il est élu comme indépendant. Il remportera aussi les élections de 1926 et de 1930, cette fois sans opposition. Mais la situation est tout autre pour l'élection de 1935. De plus en plus d'électeurs considèrent que Bourassa consacre plus d'énergie à critiquer le gouvernement qu'à défendre les intérêts du comté. Le mécontentement se cristallise autour d'un ancien supporteur du vieux nationaliste, l'avocat Maurice Lalonde. Ce dernier présente l'image d'un député plus jeune, plus entreprenant et plus dévoué au comté. Le 14 octobre, à la surprise générale le jeune avocat de 34 ans, candidat libéral, bat l'illustre vétéran Bourassa par une confortable majorité. Il devient le premier

citoyen de Mont-Laurier à être élu député fédéral et il le sera, sans interruption, jusqu'en 1949.



Maurice Lalonde

Fils de Wilfrid Lalonde, établi à Mont-Laurier en 1911 et un des premiers avocats à y pratiquer, le jeune Maurice fut un des premiers étudiants du cours classique du Séminaire Saint-Joseph. Reçu bachelier ès-Arts en 1924, l'Université de Montréal lui décerne sa licence d'avocat en 1927. Il exercera sa profession à Mont-Laurier jusqu'en 1948. Pour promouvoir sa carrière politique il avait lancé en 1933 le journal La Voix du Nord et est aussi l'auteur d'un ouvrage historique, Notes historiques sur Mont-Laurier, Nominique et Kiamika, publié en 1937. Il a été nommé juge de la Cour Supérieure le 17 octobre 1950 et décède subitement le 2 juin 1956 dans sa résidence d'Outremont. Un de ses fils, Fernand, sera ministre dans le gouvernement de Robert Bourassa dans les années 1970.

Son successeur est un autre jeune avocat doué d'une forte personnalité, un orateur éloquent et convaincant qui jouit déjà d'une grande popularité dans la région. Il est le fils de deux pionniers du Rapide-de-l'Original : Louise Massé et Victor Courtemanche. Henri a étudié au séminaire Saint-Joseph et reçoit son diplôme d'avocat de l'Université de Montréal. Depuis 1911, aucun candidat conservateur n'a été élu dans Labelle et il est déterminé à mettre fin à ce règne. Le 27 juin 1949, malgré l'éclatante



Henri Courtemanche

victoire du Parti libéral dans l'ensemble du Canada, il est élu.

Quatre ans plus tard, le 10 août 1953, il est cependant renversé par la vague libérale qui pousse Louis Saint-Laurent au pouvoir et le docteur Gustave Roy comme député du comté. La bataille, féroce, s'est faite par journaux interposés. Alors que «Le Flambeau» d'Albiny Paquette, député de l'Union nationale à Québec, soutient Courtemanche, Gustave Roy lance son propre journal, L'Écho de la lièvre pour mousser sa candidature.



Dr Gustave Roy

En 1957, le Parti conservateur se donne un nouveau chef, John Diefenbaker, surnommé le Lion des Prairies. Le 10 juin 1957, il mène son parti à une courte victoire et Henri Courtemanche prend sa revanche sur Gustave Roy qu'il défait par une confortable majorité. M<sup>e</sup> Courtemanche est nommé vice-président de la Chambre des Communes le 14 octobre 1957. Mais le Parti conservateur n'a pas la majorité absolue et annonce des élections quelques mois plus tard. Le 31 mars 1958, il remporte un des plus éclatantes victoires électorales dans l'histoire politique du Canada : 208 députés conservateurs sont élus, dont une cinquantaine au Québec. Henri Courtemanche, réélu, est assermenté à titre de Secrétaire d'État le 12 mai et devient membre du Conseil privé de la Reine. Le 8 janvier 1960, il démissionne pour protester, affirmera-t-il, contre la nomination d'un anglophone unilingue au poste d'imprimeur de la Reine. Il est nommé sénateur le lendemain et sera le plus jeune député à accéder au Sénat. Il démissionnera du Sénat le 22 décembre 1961. La page consacrée aux Sénateurs

démisionnaires du site Internet de la Chambre des Communes ([www.parl.gc.ca](http://www.parl.gc.ca) Sénateurs démissionnaires) porte la mention suivante : « Une commission d'enquête provinciale, présidée par le juge Victor Chabot, affirme que le sénateur aurait reçu 10% des subventions gouvernementales de l'hôpital Jean-Talon en retour de son intervention auprès du ministre québécois de la santé. »

Lors de l'élection partielle qui suit la démission de Henri Courtemanche, le 31 octobre 1960, le candidat libéral, Gaston Clermont, un homme d'affaires de Thurso, reprend le comté. Il sera réélu lors de l'élection générale du 18 juin 1962, mais avec une mince avance de 111 voix. Battu par le créditiste Gérard Girouard, un jeune professeur de droit, le 8 mars 1963, alors que le parti de Réal Caouette fait élire 26 députés au Québec, il reprend son poste à l'élection du 8 novembre 1965.

En 1966, le comté de Labelle est subdivisé en deux circonscriptions : les municipalités du sud du comté, depuis Lac Sagouay, sont réunies à Saint-Jérôme pour former le comté de Labelle; et les municipalités du comté de Pontiac, de celui de Gatineau et de la région de Mont-Laurier (Ferme-Neuve, Sainte-Anne-du-Lac, Brunet, Robertson et Pope, Lac Saint-Paul et Mont Saint-Michel) forment le comté de Pontiac-Gatineau-Labelle. Le premier député du nouveau comté, le libéral Thomas H. Lefebvre, sera élu lors de l'élection générale du 25 juin 1968.

Après avoir été député de Pontiac-Témiscamingue de 1965 à 1968, Tom Lefebvre sera réélu à cinq reprises dans son nouveau comté, soit en 1968, 1972, 1974, 1979 et 1980 en accroissant sa majorité à chaque élection. En 1976, la Commission des subdivisions électorales agrandit le comté en y ajoutant les municipalités suivantes : Val-Barrette, Chute-Saint-Philippe, Lac-des-Écorces, Lac-du-Cerf, Pontmain et Lac-des-Îles.

Pendant ses 19 années de carrière politique Tom Lefebvre occupera plusieurs postes au gouvernement : whip adjoint, secrétaire parlementaire du président du Conseil du trésor, whip

en chef et membre de différents comités. À Mont-Laurier particulièrement, il apportera un nouvel Hôtel de ville en rénovant l'ancien bureau de poste, un nouvel édifice fédéral sur le boulevard Paquette et de nombreux autres projets réalisés. Il sera nommé sénateur à sa retraite.

Le 4 septembre 1984, le Parti conservateur répète l'exploit de John Diefenbaker de 1958 en faisant élire 211 députés. Plusieurs députés renversent des majorités de 15 000 et 20 000 voix obtenues par les Libéraux quatre ans plus tôt. Ainsi, le nouveau député de Pontiac-Gatineau-Labelle, Barry Moore, réussit l'exploit de faire changer l'opinion de 27 000 électeurs. Il l'emporte par 11 729 voix alors que le libéral Tom Lefebvre l'avait emporté par une majorité de 16 454 voix en 1980. Un tour de force. Originaire de Maniwaki, Barry Moore a fait ses études universitaires à l'Université Carlton d'Ottawa. Il est comptable agréé et spécialisé en administration municipale. Dès son assermentation, il fait pleuvoir subventions et projets sur son comté. Il sera réélu en 1988, mais battu par le libéral Robert Bertrand le 25 octobre 1993.

En 1987, la circonscription électorale s'agrandit encore par l'ajout de certaines parties des comtés de Berthier, Joliette, Maskinongé, Montcalm et Saint-Maurice. Natif de Fort-Coulonge, le député Bertrand a fait des études en biologie avant de gérer une franchise d'assurance-vie. Il sera réélu en 1997 et en 2000.

La circonscription électorale de Pontiac-Gatineau-Labelle a été abolie en 2003 quand est créée celle de Laurentides-Labelle. Elle comprend la Municipalité régionale de comté d'Antoine-Labelle, la MRC Les Laurentides et une partie de la MRC Les Pays-d'en-Haut, soit les municipalités de Sainte-Marguerite-Estérel, Sainte-Adèle, Sainte-Anne-des Lacs, Saint-Sauveur et Piedmont. En bref, elle s'étend de Sainte-Anne-des-Lacs, au sud, à Sainte-Anne-du-Lac, au nord. Johanne Deschamps, du Bloc québécois, y a été élue en 2004, 2006 et 2008. (Voir sa biographie en page 25).

Sources : Simard, Fernand, Mont-Laurier : 100 ans d'histoire, Monographies publiées à compte d'auteur, Mont-Laurier, 1985. Coursol, Luc, Histoire de Mont-Laurier, vol 1 et 2, Éditions Luc Coursol, Mont-Laurier, 1985, 1991.

## *Le droit de vote des femmes*

Par Gilles Deschatelets

L'Acte constitutionnel de 1791, qui partage la nouvelle colonie britannique en deux, Bas-Canada (Québec) et Haut-Canada (Ontario), accorde la qualité d'électeur à certains propriétaires et locataires sans distinction de sexe. Certaines femmes du Bas-Canada qui ont les qualités requises interprètent intelligemment cet «oubli» constitutionnel comme une autorisation à voter. Elles sont, semble-t-il, les seules dans tout l'Empire britannique à se prévaloir de ce droit. Mais ce flou juridique sera corrigé sous le ministère Lafontaine-Baldwin, en 1849, qui interdit formellement aux femmes de voter.

En 1885, le parlement canadien établit un système complexe de droit de vote fédéral fondé sur la propriété foncière. Mais son application diffère d'une province et d'une ville à l'autre car le droit de vote fédéral est alors régi par les lois de chaque province. La Première Guerre mondiale entraînera de grands changements. En 1917, le droit de vote est accordé à tous les sujets britanniques, hommes ou femmes, qui sont membres actifs ou retraités des Forces canadiennes. Ainsi, 2 000 infirmières militaires sont les premières Canadiennes à exercer ce droit qui est aussi accordé aux civils masculins et féminins dont un parent proche sert ou a servi dans les Forces armées. Le gouvernement de Robert Borden cherche plus à se rallier des groupes perçus comme des alliés plutôt qu'à élargir le suffrage en reconnaissance de droits fondamentaux.

Enfin, en 1918, le suffrage aux élections fédérales est étendu à toutes les femmes de 21 ans ou plus. L'année suivante, elles deviennent éligibles à la Chambre des communes et Agnes Macphail y sera la première femme élue en 1921. Les provinces emboîtent le pas : le Manitoba, l'Alberta et la Saskatchewan en 1916, la Colombie-Britannique et l'Ontario l'année suivante. Puis, la Nouvelle-Écosse en 1918, le Nouveau-Brunswick en 1919 et l'Île-du-Prince-

Édouard en 1922. Seules les Québécoises sont exclues de la vie politique et ce, jusqu'en 1940.

En 1922, le Comité provincial pour le suffrage féminin voit le jour sous la coprésidence de Mme Marie Gérin-Lajoie et Mme Walter Lyman. Lors de sa scission, en 1927, deux femmes prennent le leadership du mouvement suffragiste, Idola Saint-Jean avec l'Alliance canadienne pour le vote des femmes du Québec et Thérèse Casgrain avec le Comité du suffrage provincial qui devient, en 1929, la Ligue des droits de la femme. La lutte sera longue car les adversaires sont nombreux : le clergé, les politiciens, les journalistes, la majorité des femmes, bref, la société en général n'est pas favorable à l'idée de voir les Québécoises devenir des citoyennes à part entière. Pour ces opposants ce serait là la fin d'un ordre social dont le fondement repose sur l'exclusion des femmes. Exclusion confirmée dans le Code civil adopté en 1866 qui consacre, entre autres, l'incapacité juridique des femmes mariées. Pour l'essentiel, les arguments contre le droit de vote portent sur la place des femmes au foyer et sur leur rôle de gardienne de la race canadienne-française.

La lutte des femmes s'organise sur deux fronts : manifestations publiques, campagnes d'information pour changer les mentalités, l'opinion publique et lobbying auprès des parlementaires à l'Assemblée législative du Québec. À partir de 1927, les suffragettes marchent littéralement sur Québec et trouvent, chaque année, un parlementaire pour parrainer leurs projets de loi. Quatorze projets de loi seront nécessaires avant qu'en 1940, soutenu par le premier ministre Joseph-Adélard Godbout, le Projet de loi 18, sanctionné le 25 avril, mette fin à la discrimination électorale faite aux femmes.

Désormais, vingt ans plus tard que toutes les autres canadiennes, les Québécoises sont des citoyennes à part entière. Elles peuvent voter et se faire élire.

Sources : [www.electionsquebec.qc.ca](http://www.electionsquebec.qc.ca) et [www.elections.ca](http://www.elections.ca)

## *Les députés provinciaux du comté Labelle*

Par David Saint-Germain

Après l'acte d'union, en 1841, le territoire des Hautes-Laurentides fait partie du comté d'Ottawa. De 1867 à 1912, le comté provincial d'Ottawa inclut les cantons de Campbell, de Kiamika et de Bouthillier. Alors que les Hautes-Laurentides se développent, la carte politique est redessinée. En 1912, le comté de Labelle est créé à la suite d'une scission du comté d'Ottawa. Puis, en 1923, le Comté de Papineau est détaché de Labelle. Ce n'est qu'en 1972 que la carte du comté sera redessinée. En effet, le nord du comté de Terrebonne (Val-David, Sainte-Agathe des Monts, Saint-Jovite, etc.) sera rattaché au comté Labelle. De plus, le comté subit aussi une modification de son nom et portera le nom « Labelle-Laurentides ». Ce nouveau nom ne reste pas très longtemps car dès 1980, le comté retrouve son nom d'origine « Labelle ». À partir de cette date, le comté Labelle a connu plusieurs modifications très mineures. Actuellement, la superficie du comté est de 18 090 km<sup>2</sup>, il se rend jusqu'à la région du Mont-Tremblant, et 45 732 électeurs sont représentés<sup>1</sup>.

Étant initialement rattaché au comté d'Ottawa, le territoire verra ses premiers députés provinciaux provenir des rives de l'Outaouais. Voyons qui fut les députés du comté à partir du 20<sup>e</sup> siècle. Charles Beautron Major, avocat originaire de Sainte-Scholastique, pratiqua surtout ses fonctions d'avocat à Papineauville et à Hull. Il fut le député libéral provincial du comté d'Ottawa de 1897 à 1904. Il fit un saut à la scène fédérale par la suite en étant député à la Chambre des Communes de 1907 à 1911. Par la suite, il y a eu le libéral Ferdinand-Ambroise Gendron de 1904 à 1912, originaire de Beauport; il fut agent des Terres de la Couronne pour les districts d'Ottawa, Labelle et de Pontiac entre 1898 et 1905.

---

<sup>1</sup> Statistiques prises sur le site du Directeur général des élections du Québec



Charles Beautron-Major

Le premier député du comté de Labelle fut le libéral Hyacinthe-Adélarde Fortier de 1912 à 1917. Il démissionna en 1917 pour faire le saut en politique fédérale. Originaire de Saint-Hermas, il pratique le métier d'avocat à Hull et est le gendre de Charles Beautron Major. De 1917 à 1922, lui succède le libéral Honoré Achim. Initialement le député conservateur du comté de Labelle au gouvernement fédéral, il changea de parti en 1917 pour souligner son indignation face au projet de la conscription. Il se présenta à l'élection partielle provinciale de 1917 du comté et fut élu sans opposition. De 1922 à 1923, le libéral Désiré Lahaie, marchand général de Buckingham, est le député du comté de Labelle. Lors de la création du comté Papineau en 1923, il s'y présente et en sera le premier député. Pierre Lortie sera ensuite le député libéral entre 1923 et 1935. Originaire de Châteauguay, il fut cultivateur au Lac-Des-Écorces, contremaître lors de la construction du chemin de fer allant à Mont-Laurier et maire du Lac-Des-Écorces entre 1911 et 1915. Il a fait quatre mandats et mit fin à sa carrière politique en 1935.



Pierre Lortie, à l'extrême droite,  
lors de l'inauguration de l'Unité sanitaire  
de Mont-Laurier, en 1931

Lors des élections générales de 1935, Joseph-Henri Albiny Paquette est élu en tant que député de l'Action libérale nationale. Cette élection amorce le début du règne de 38 ans de l'Union Nationale dans Labelle. Ce nouveau député a eu une grande influence sur toute la région et pour tout le Québec.



Albiny Paquette à son bureau

Né en 1888 à Marieville, il fait ses études à Montréal en médecine. Lors de la Grande Guerre de 1914, Albiny Paquette part en mission dans les Balkans pour finalement rejoindre l'armée canadienne en 1916. Après la guerre, en 1919, il épouse Marcelle Lévy-Gérard à Paris. Par la suite,

le jeune couple s'établit à Mont-Laurier afin que le Dr Paquette puisse pratiquer la médecine. En 1926, il est élu maire de Mont-Laurier et il le restera jusqu'en 1934. Entre 1929 et 1933, il sera aussi préfet au conseil du comté de Labelle. C'est donc avec une solide expérience politique qu'Albiny Paquette se lance, sans succès, en politique provinciale pour le Parti conservateur lors des élections de 1931. Par contre, les élections de 1935 connaîtront un dénouement différent. Le Dr Paquette sera alors élu avec une forte majorité mais il fait alors partie de l'opposition. Après les élections de 1935, le Parti Conservateur et le parti de l'Action libérale nationale se fusionnent pour former l'Union nationale. Suite à de graves scandales éclaboussant le gouvernement Taschereau et à la démission de ce dernier, de nouvelles élections ont lieu le 11 juin 1936. Albiny Paquette est réélu avec une forte majorité, mais cette fois-ci, il est un membre du gouvernement Duplessis. Le député Paquette entretient alors des liens étroits avec Duplessis et occupera tout au long de sa carrière des fonctions importantes au Cabinet. Dès le début du gouvernement Duplessis, il devient Secrétaire de la province, un poste ministériel alors très important. Le 12 novembre 1936, le ministère de la Santé est créé et le Dr Paquette en devient le premier titulaire. Bien que les libéraux prennent le pouvoir en 1939, Albiny Paquette demeure le député de Labelle. Lorsque Duplessis revient au pouvoir en 1944, Albiny Paquette redevient ministre de la Santé et occupe ce poste jusqu'en 1958 lorsque qu'il quitte la vie politique à cause de sa santé fragile. Avoir passé 17 ans au ministère de la Santé, n'a probablement pas dû être de tout repos. Grâce à ses fonctions importantes, le ministre Paquette a pu intervenir dans une multitude de projets: l'hôpital moderne à Mont-Laurier en 1950, la construction de la route entre l'Abitibi et Mont-Laurier, l'électrification rurale, la construction des nouveaux bâtiments de l'École d'agriculture, des subsides pour la construction du Pont Pierre-Neveu, l'ouverture de l'École des Arts et Métiers, etc. Avec un bilan si important, il n'est pas surprenant que le Dr Paquette aie un boulevard nommé en son honneur! Mais il ne faut pas

idéaliser cette période pour autant. Il s'agit quand même d'un épisode de l'histoire québécoise marquée par un gouvernement conservateur dans lequel Albiny Paquette fut un des bras droits de Duplessis.



Pancarte électorale du Dr Albiny Paquette

Dans son autobiographie, Albiny Paquette se vante d'avoir placé les crucifix de l'Assemblée nationale :

« Quelques jours après mon assermentation comme Secrétaire provincial, je donnai instruction de placer des crucifix au-dessus des fauteuils du président de l'Assemblée Législative et du Conseil Législatif. Je déclarais dans un discours à la Chambre que je voulais par ce geste, donner aux valeurs spirituelles et religieuses l'importance qui leur revient dans notre société chrétienne. »<sup>2</sup>

<sup>2</sup> Hon. Albiny Paquette; Soldat-Médecin-Maire-Député-Ministre; 33 années à la Législature de Québec; Souvenir d'une vie de travail et de bonheur, 1977, p.75.

Une mesure qui est chaudement discutée de nos jours et qui fait partie du débat sur les accommodements raisonnables.

Son successeur fut un de ses proches collaborateurs, Pierre Bohémier, natif de Ferme-Neuve. Cultivateur de métier, maire de Ferme-Neuve et préfet du comté, Bohémier fut élu sans opposition lors des élections partielles de 1958. Par contre, la mort le foudroie quelques mois après dans le train qui le ramenait chez lui. Pour lui succéder, Fernand-Joseph Lafontaine est choisi par les délégués de l'Union Nationale et occupe ainsi le poste de député en 1959. Originaire de Montréal, il est ingénieur civil pour le ministère de l'Agriculture et de la Colonisation dans le comté de Labelle depuis quelques années et il est apprécié par les citoyens. Entre 1959 et 1966, le député Lafontaine fait face à de farouches candidats libéraux mais sa popularité lui permet de rester en poste tout au long du gouvernement Lesage. Les élections générales de 1966 portent Daniel Johnson et l'Union nationale au pouvoir. Lafontaine se voit confier le ministère de la Voirie et des Travaux publics. Grâce à ses nouvelles fonctions, le ministre Lafontaine est en mesure d'embellir les routes du comté. Il obtient aussi d'importantes subventions permettant la construction du Palais des sports et de la piscine municipale. Lors des élections de 1970, les libéraux de Robert Bourrassa forment le gouvernement. Bien que l'Union nationale aie subie une déconfiture totale, Fernand Lafontaine demeure à son poste. Il restera en fonction jusqu'aux élections de 1973.

Puis, en 1973, le comté de Labelle élit le libéral Roger Lapointe, natif de Ferme-Neuve, et professeur de carrière. Il s'agit du premier libéral depuis Pierre Lortie en 1935. Mais son mandat fut court car Lapointe est défait en 1976 lors de l'élection générale. Cette élection fut marquante pour le comté car la prééminence du Parti Qué-



Roger Lapointe

bécois commence dans Labelle avec l'élection du péquiste Jacques Léonard.

Originaire de Saint-Jovite et ayant fait ses études au Séminaire Saint-Joseph de Mont-Laurier, Jacques Léonard est élu en 1976 et est nommé ministre d'État à l'aménagement (du 2 février 1977 au 6 novembre 1980) dans le gouvernement de René Lévesque. Il est par la suite ministre des Affaires Municipales (du 6 novembre 1980 au 5 mars 1984) pour enfin aboutir au ministère des Transports (du 5 mars au 22 novembre 1984). Il démissionne du cabinet le 22 novembre 1984 et quitte le caucus du Parti Québécois le 27 suivant pour siéger en tant que député indépendant. Il démissionnera en tant que député le 23 mai 1985.

Lors des élections de 1985, le libéral Damien Hétu est élu. Originaire de Sainte-Agathe, ses fonctions de député furent de courte durée car il fut défait par Jacques Léonard en 1989, lors de son retour en politique. Jacques Léonard sera réélu sans interruption jusqu'en 2001. Il occupera alors de nombreuses fonctions ministérielles comme ministre des Transports, président du Conseil du trésor, ministre d'État, etc. En tout, M. Léonard aura été député de Labelle pendant 21 ans. Lors des élections partielles de 2001, Sylvain Pagé du Parti Québécois est élu. Il est le premier député provincial à être originaire de Mont-Laurier. Depuis le 9 janvier 2009, M. Pagé est le porte-parole de l'opposition officielle en matière de développement régional et occupation du territoire. Il est impliqué dans les multiples dossiers touchant le développement des régions du Québec.

Si les mandats des premiers députés étaient parfois assez courts, cette tendance change à partir de Pierre Lortie; il y a alors des députés qui

seront en fonction pendant très longtemps et qui occuperont souvent des postes de ministres.



Jacques Léonard



Damien Hétu



Sylvain Pagé

Sources manuscrites :

Paquette, Joseph-Henri-Albiny. *Soldat-Médecin-Maire-Député-Ministre; 33 années à la Législature de Québec; Souvenir d'une vie de travail et de bonheur.* 1977, Montréal, Imprimeur Gagné Ltée, 346 pages.

Simard, Fernand. « *Les députés provinciaux du comté de Labelle, à l'origine du développement économique et social de Mont-Laurier* » in *Mont-Laurier : 100 ans d'histoire*, 1985, Mont-Laurier, Cahier 9, Vol.3, P.2-48.

Sources électroniques :

[www.assnat.qc.ca/fr/deputes/index.html](http://www.assnat.qc.ca/fr/deputes/index.html) Assemblée nationale.

[www.electionsquebec.qc.ca/](http://www.electionsquebec.qc.ca/) Directeur Général des Élections du Québec (DGEO). *Renseignement sur les circonscriptions provinciales : Labelle.* 2009

## ***Le clergé, au cœur du développement de Mont-Laurier***

Par Suzanne Guénette

**Au cours de la seconde moitié du XIXe siècle, plus de 100 000 québécois francophones quittèrent le Québec pour aller travailler dans les manufactures du Maine. Le clergé se montre inquiet de cette émigration grandissante.**

**Dans la région des Laurentides, on doit à Antoine Labelle, curé de St-Jérôme et plus tard sous-ministre de la Colonisation et de l'Agriculture, de tenter de mettre fin à l'hémorragie en ouvrant les cantons situés au nord de sa paroisse.**

### ***Mgr Antoine Labelle***



Le curé Labelle (assis) lors d'une visite à la Chute-aux-Iroquois (Labelle)

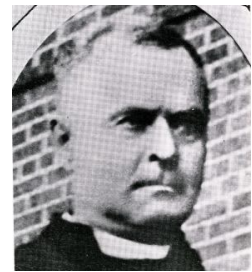
Pour le Curé Labelle, ouvrir des nouvelles terres aux colons, c'est assurer l'arpentage et l'ouverture de nouveaux chemins, le prolongement de la voie ferrée et la construction d'une église dans toutes les paroisses auxquelles il rêve de donner naissance. Mais si les colons ont besoin de ces facilités, l'installation d'un prêtre dans la colonie et la construction d'une chapelle sont capitales.

Grâce à sa détermination, de 1878 à 1891, l'apôtre de la colonisation explorera les Basses et Hautes-Laurentides et réussira à fonder plus d'une vingtaine de paroisses dans les cantons du Nord.

### ***Eugène Trinquier : curé missionnaire***

En 1873, à l'âge de 26 ans, l'abbé Eugène Trinquier arrive à la mission située tout près du poste de traite du Lac-des-Sables appartenant à la Compagnie de la Baie d'Hudson.

Natif de Chorges, dans les Hautes-Alpes, il fut ordonné prêtre deux ans plus tôt. Il devient curé résident de la mission qu'il baptise Notre-Dame-du-Laus, haut-lieu de pèlerinage du diocèse de Gap (France).



Eugène Trinquier

Il devient également missionnaire dans divers chantiers de la rivière du Lièvre : Val-des-Bois, Notre-Dame-de-Pontmain, le Rapide-de-l'Orignal, Ferme-Neuve, Kiamika et Lac-des-Îles.

### ***Charles Proulx : premier curé résident***

Quoique fondée en 1886, la mission du Rapide-de-l'Orignal doit attendre jusqu'en 1894 pour qu'un premier curé résident y soit nommé, l'abbé Charles Proulx, pasteur de Norfolk. Lorsqu'il prend en charge sa nouvelle paroisse, il invite aussitôt ses paroissiens à construire une chapelle, puisque jusque-là les services religieux étaient célébrés dans la maison des pionniers Solime Alix et Adolphe Bail. Ceux-ci donnent un terrain de leurs lots pour sa construction et l'inauguration a lieu le 8 décembre 1894. Elle sert également d'école pour les enfants de la mission. Charles Proulx quitte la mission en 1896.

### **Augustin Desjardins : deuxième curé**

Augustin Desjardins lui succède en septembre 1896. Le nouveau curé doit trouver un emplacement pour donner à ses nouveaux paroissiens une véritable chapelle. Les colons installés sur les deux rives de la Lièvre « prêchent pour leur paroisse » désireux qu'elle soit bâtie sur leur côté de rivière. Les esprits s'échauffent; Mgr Duhamel, évêque d'Ottawa, tranche alors pour le côté est de la rivière, sur un terrain donné par Isidore Gauthier. Tous s'attellent à la tâche de construire la chapelle-presbytère dans laquelle la première messe est célébrée le 24 décembre 1896. En 1901, le curé Desjardins termine sa cure. Pour le remercier, on nomme la première cloche de la chapelle, donnée par Emma Forget, du nom d'Augustin.



Augustin Desjardins

### **Joseph-Alphonse Génier : troisième curé**

Le 4 octobre 1901 arrive le curé Joseph-Alphonse Génier. Né à Crysler, en Ontario, le 4 novembre 1874, il fait ses études au collège Brunet à Rigaud puis sa théologie à l'Université de Saint-Paul d'Ottawa. Il est ordonné prêtre le 27 décembre 1898 et devint vicaire à Papineauville pendant un an, puis à Gracefield pendant deux ans.

En 1901, il n'existe aucun cimetière et les habitants enterrent leurs proches autour de leurs maisons. Il achète alors à Isidore Gauthier une partie de sa terre pour y faire aménager un cimetière. Puis, il fait construire la première

véritable église, sur un lot donné à la Fabrique par Dosithée Legault, qui sera inaugurée le 10 septembre 1903.

Convaincu que le chemin de fer est un rouage important dans le développement des cantons du nord, il obtient que le train se rende jusqu'à son village d'adoption.

En 1906, il débute une lutte acharnée avec le village de Nomingue pour obtenir la nomination du Rapide-de-L'Original comme nouveau district judiciaire. Il multiplie les requêtes et les pétitions et use de son prestige et de toutes ses amitiés pour finalement parvenir à gagner sa cause.



Curé Joseph-Alphonse Génier sous le pont

Un autre rêve l'anime cependant : obtenir un diocèse. Encore une fois, il doit entrer en lutte avec Nomingue qui nourrit la même ambition. Il plaide alors sa cause auprès de Mgr Gauthier, archevêque d'Ottawa, et obtient un nouveau succès quand Rome désigne officiellement le Rapide-de-l'Original comme siège épiscopal du nouveau diocèse.

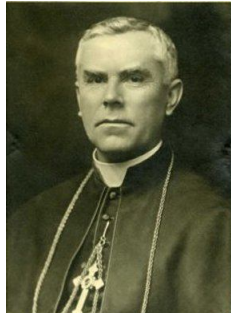
En plus de son ministère, le curé Génier participera au développement économique de sa paroisse.

En 1916, il a des problèmes de santé et on le désigne comme curé dans la paroisse Saint-Faustin où il demeurera jusqu'en 1932, année où il revient comme curé de Ferme-Neuve. Cure qu'il gardera jusqu'à sa mort, en 1940.

### ***Nomination du premier évêque du diocèse***

C'est dans la cathédrale d'Ottawa, le 28 octobre 1913, que l'abbé François-Xavier Brunet est sacré évêque.

Né le 26 novembre 1868, à Saint-André d'Argenteuil, il fait des études théologiques au grand Séminaire d'Ottawa. Il est ordonné prêtre le 23 septembre 1883 par Mgr Duhamel dans la cathédrale du diocèse d'Ottawa. Après avoir été vicaire dans les paroisses de Masson, Thurso et d'Aylmer, il devient curé de Sainte-Malachie de Mayo, près de Buckingham, en 1895. À compter de 1900, il devient curé de Bourget en Ontario et est appelé à servir comme secrétaire de Mgr Duhamel. Il est ensuite nommé secrétaire de son successeur, Mgr Gauthier, jusqu'à son élection à titre d'évêque de Mont-Laurier.



Mgr F. Xavier Brunet

Il demeurera en poste jusqu'à son décès, le 7 janvier 1922. Pendant son pastorat de huit années, on lui doit la fondation de quatorze paroisses, celle d'un séminaire, d'un évêché et d'une cathédrale.

### ***Joseph-Eugène Limoges : deuxième évêque du diocèse de Mont-Laurier***

Le 11 septembre 1922, Joseph-Eugène Limoges succède à Mgr François-Xavier Brunet et devient l'évêque canadien qui aura été en poste pendant la plus longue durée.

Né le 15 novembre 1879, à Sainte-Scholastique dans le comté des Deux-Montagnes, il poursuit des études classiques au collège Saint-Laurent. À 20 ans, il entreprend ses études théologiques au grand Séminaire de Saint-Sulpice à Montréal. Ordonné prêtre le 20 décembre 1902, il devient vicaire de la paroisse Saint-Victor d'Alfred en Ontario, puis de celle de Sainte-Cécile-de-Masham sur la Gatineau, de 1904 à 1907, date où on lui confie la cure de Sainte-Philomène de

Moncerf. Lors de l'érection du nouveau diocèse de Mont-Laurier, en 1913, il devient le curé de la paroisse. En 1918, il est curé de Saint-Jovite. En 1922, on lui confie la direction du diocèse de Mont-Laurier comme son deuxième évêque. En 1957, à l'occasion de son 35<sup>e</sup> anniversaire d'épiscopat, le Saint-Siège le nomme archevêque-évêque.

Parmi ses réalisations, on note l'École d'Agriculture, la Société diocésaine de Colonisation qui coordonna les efforts du mouvement de retour à la terre, l'Hospice Sainte-Anne, l'Hôpital de Mont-Laurier, la venue des Sœurs Grises de la Croix d'Ottawa, des Sœurs du Précieux-Sang et des Jésuites, la fondation de l'École Normale de Mont-Laurier, de l'École Ménagère de Nominique, du Séminaire Saint-Joseph et de l'École des Arts et Métiers à Mont-Laurier.



Mgr J. Eugène Limoges

### ***Mgr André Ouellette: troisième évêque***

Né le 4 février 1913, dans la paroisse de Salem, dans l'état du Massachussets aux Etats-Unis, André Ouellette fait ses études classiques au séminaire de Trois-Rivières. Ses études théologiques terminées, il est ordonné à la prêtrise le 11 juin 1938 par Mgr Alfred-Odilon Comtois dans la cathédrale de Trois-Rivières.



Mgr André Ouellette

Il entreprend alors une carrière d'enseignant au grand séminaire de Trois-Rivières. Il est tour à tour aumônier de la Jeunesse Étudiante Catholique au petit séminaire et supérieur du grand séminaire en 1948. En 1952, il devient chanoine honoraire de la cathédrale de Trois-Rivières, supérieur du petit séminaire en

1953, puis professeur agrégé de la faculté des Arts de l'Université Laval en 1954.

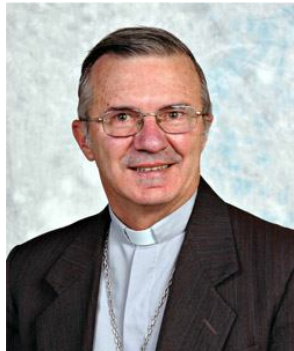
Le 29 novembre 1956, il est nommé évêque titulaire de l'évêque de Mont-Laurier. Il est nommé ensuite administrateur apostolique par Jean XXIII en 1963. Il est sacré évêque du diocèse le 27 mars 1965. Il demeurera en poste jusqu'au 10 mai 1978. Il est décédé le 11 octobre 2001.

#### **Pierre Neveu : curé de la paroisse cathédrale**

Né le 8 février 1884, Pierre Neveu fait des études au Séminaire de Saint-Hyacinthe et au Grand Séminaire de Québec. Il est ordonné prêtre le 12 mai 1907. Professeur au Séminaire de Saint-Hyacinthe, il est vicaire à West Shefford, en 1910, à Saint-Ours en 1912 et secrétaire du premier évêque de Mont-Laurier en 1914. Fondateur de la paroisse de Kiamika, en 1923, il devient curé de la paroisse Notre-Dame-de-Fourvière pendant 20 ans avant de prendre sa retraite pour cause de cécité avancée. Il décède en février 1979. La commission scolaire de la région porte son nom.



Pierre Neveu



Mgr Vital Massé

Né à St-Barthélémy, le 16 décembre 1936, il fait ses études classiques au Séminaire de Joliette. Détenteur d'une licence en théologie de l'Université de Montréal en 1962, d'un doctorat en théologie de l'Université Saint-Thomas d'Aquin de Rome en 1965, il obtient également un diplôme de l'Institut pastoral catéchétique de Strasbourg et un certificat supérieur en pédagogie religieuse de l'Université de Strasbourg. Il est ordonné prêtre le 26 mai 1962 et est professeur au Séminaire de Joliette de 1962 à 1964, aumônier d'écoles secondaires et chargé de pastorale des vocations en 1966 et 1967 ; directeur de l'Office diocésain de l'Éducation chrétienne au primaire de 1967-1989 ; curé de la paroisse Marie-Reine-du-Monde et Saint-Patrick de Rawdon, de 1980 à 1987 ; de Sainte-Geneviève de Berthier de 1987 à 1993. Il est nommé vicaire général aux affaires pastorales et recteur de la cathédrale de Joliette en 1993; puis il devient évêque auxiliaire du diocèse de Saint-Jérôme en 1993. Le 8 septembre 2001, le pape Jean-Paul II nomme Vital Massé évêque du diocèse de Mont-Laurier dont il prend la charge pastorale et administrative le 4 novembre 2001.

Source : Luc Coursol, *Un diocèse dans les cantons du Nord, Histoire du diocèse de Mont-Laurier*, 1988, 482 pages

#### **Mgr Jean Gratton : 4<sup>e</sup> évêque**

Le 10 mai 1978, Jean Gratton est nommé quatrième évêque du diocèse de Mont-Laurier. Né à Wendover, le 4 décembre 1924, il fait ses études secondaires et universitaires au petit Séminaire Saint-Jean-Marie-Vianney d'Ottawa puis ses études théologiques au grand Séminaire Saint-Thomas d'Aquin, toujours à Ottawa. Il est ordonné prêtre, le 27 avril 1952 à Wendover puis entreprend une carrière d'enseignant au petit séminaire d'Ottawa où il enseigne le latin et le grec. Il fait des études philosophiques à l'Université Angelicum à Rome où il fait une thèse de doctorat de 1953 à 1955. Il enseigne la philosophie au petit séminaire d'Ottawa dont il devient le supérieur en 1966.

Après des cures à Saint-Victor d'Alfred, de 1970 à 1973, et Saint-Charles de Vanier, de 1975 à 1978, il devient, le 10 mai 1978, le successeur de Mgr André Ouellette comme évêque de Mont-Laurier. Son sacre survient le 29 juin de la même année. Mgr Jean Gratton occupe ce poste jusqu'en 2001, année où il démissionne en raison de son âge.



Jean Gratton

#### **Mgr Vital Massé : évêque actuel du diocèse**

## ***Des femmes impliquées dans leur communauté***

Par Louis-Michel Noël

### ***Des femmes de foi et de dévouement...***

#### **LES CHANOISSES DES CINQ-PLAIES**

En septembre 1896, à la demande des Chanoines Réguliers de l'Immaculée-Conception, une communauté de religieuses arrive de Lyon en France et s'installe à Nominique, ce sont les Chanoinesses des Cinq-Plaies: la supérieure, Mère Joséphine, Sœur Eulalie et Sœur Séraphine. Elles font l'entretien de la cuisine et de la lingerie des Chanoines Réguliers de l'Immaculée-Conception et fonderont un orphelinat et un hôpital. En 1914, elles quittent Nominique et rentrent à leur monastère provincial à Ottawa. Leur monastère de Nominique est acheté par les Sœurs missionnaires de l'Immaculée-Conception qu'elles rebaptisent Béthanie et qui devient noviciat.



Monastère des religieuses Chanoinesses des Cinq-Plaies qui en font un juvénat, un hôpital et un orphelinat.

#### **LES SŒURS DE LA PROVIDENCE**

Invitées par le curé Joseph-Alphonse Génier, les premières religieuses de cette communauté, arrivées en 1910, sont: Sœur Florentine, supérieure, Sœur Clarence, Sœur Irène-du Portugal et Sœur Marcellin. Elles habitent alors dans ce que tout le monde appelait à l'époque « la grange à Chasles »; logeant à l'étage, les classes se donnaient au rez-de-chaussée. Elles y habiteront jusqu'à la construction de l'Académie du Sacré-Cœur en 1914. Ces femmes dévouées s'occupèrent d'éducation en oeuvrant à l'Académie et dans les écoles de Mont-Laurier jusqu'en 1926 alors que les sœurs de Sainte-Croix prennent la relève. La première sœur de la

Providence née dans la région est Cécile L'allier, fille d'Augustin et d'Octavie Giroux qui entra au noviciat en 1912. L'année suivante, sa sœur Monique la rejoint dans la communauté. En 1927, les Sœurs de la Providence quittent Mont-Laurier.

#### **LES SŒURS DU SACRÉ-CŒUR**

Arrivées en octobre 1914 pour prendre service à l'évêché-presbytère, puis au Séminaire Saint-Joseph de 1915 à 1921, elles sont remplacées par les Sœurs Notre-Dame de Mont-Laurier. Elles retournent alors à leur vocation première qui est l'enseignement.

#### **LES SŒURS DE L'IMMACULÉE-CONCEPTION**

Sœur Marie-du-Saint-Esprit née Delia Tétrault, fondatrice établie à Outremont, est à la recherche d'un lieu de repos favorable à la santé des membres de sa communauté dans les Laurentides. Au même moment, Mgr Brunet est confronté avec le problème du collège de Nominique. Il prévoit relancer l'œuvre en érigeant un séminaire diocésain à Mont-Laurier et désire se départir du collège attenant à l'église de Nominique. Ainsi la recherche d'un lieu de repos pour les Sœurs de l'Immaculée-Conception coïncide avec cette volonté de la vente de la Corporation du Collège. En mai 1914, les religieuses présentent une première offre. Après étude, le curé Génier, procureur du diocèse, propose de vendre les lots 39-40, ainsi que les bâtisses s'y trouvant, moins l'église, pour 10,000\$. Cette vente permettrait de payer une partie des dettes laissées à la Corporation du Collège par les Chanoines réguliers.

C'est ainsi que les Sœurs de l'Immaculée-Conception deviennent propriétaires de l'ancien collège et d'une grande propriété qui s'étend du Lac Saint-Joseph jusqu'au grand Lac Nominique. En 1915, elle s'installent dans une grande construction blanche qui domine les hauteurs du

Nominating. Elles se spécialisèrent dans les retraites fermées.

### **LES SŒURS NOTRE-DAME**

Le 25 janvier 1921 a lieu l'érection canonique des Sœurs Notre-Dame-de-Mont-Laurier et un groupe de 13 religieuses, dont 11 sont de l'Ordre de Sainte-Marthe et une est novice des Sœurs Grises, arrive le 19 novembre 1921 pour s'installer dans un monastère en briques situé entre l'église et la rivière. La Supérieure générale, Soeur Saint-Hippolite, qui était d'abord Soeur de Saint-Joseph, prend le nom de Soeur Saint-François-Xavier. Leur monastère devenu trop exigu pour les besoins de la communauté, un édifice plus spacieux est construit en 1933 près du séminaire Saint-Joseph. En plus d'être en charge de l'entretien de l'évêché et du séminaire, elles se dédièrent à la confection d'ornements d'église, au travail de blanchissage et de couture et à l'enseignement dans les écoles de la région.

Les sept premières femmes à prononcer leurs vœux en 1921 sont Marie-Anne Gendron (Soeur Marie-François-Xavier), Olympe Petit (Soeur Marie-Jean-du-Sacré-Cœur), Adelina Boutin (Soeur Marie-du-Divin-Cœur), Marie-Ange Dubuc (Soeur Marie-Raymonde-de-Pennafort), Marie-Antoinette Petit (Soeur Marguerite-Marie), Laura Ayotte (Soeur Sainte-Anne-Marie) et Albina St-Denis (Soeur Marie-Vincent-Ferrier). En 1921, une première jeune fille de la région devient membre de la communauté, il s'agit d'Irène Leblanc, fille d'Adolphe Leblanc et de Luce Moncion de Ferme-Neuve. Elle consacra quelques années à l'enseignement puis elle se dévouera dans les presbytères au service des prêtres. En 1937, la communauté quitte son monastère de Mont-Laurier pour poursuivre leurs œuvres en Abitibi, à Rouyn. Elles prendront alors le nom de Sœurs Notre-Dame-Auxiliatrice.

### **SŒURS DE SAINTE-CROIX**

À la demande de Mgr Limoges, les sœurs de Sainte-Croix acceptent d'ouvrir une école Normale à Mont-Laurier. Elles arrivent le 10 août 1926 en provenance de Ville Saint-Laurent et en juillet 1927, elles s'installent dans leur nouvelle

école. Sous la direction de Soeur Marie-Maximilienne, supérieure, elles décerneront plus de 1 676 diplômes d'enseignement et assumeront également l'enseignement dans les écoles primaires de Mont-Laurier. Les Sœurs de Sainte-Croix quittent l'École Normale Christ-Roi en 1971 lors de la vente de l'institution à la Commission scolaire Pierre-Neveu.



Sœurs de Sainte-Croix

### **SŒURS GRISES DE LA CROIX D'OTTAWA**

En septembre 1931, cette communauté religieuse accepte l'invitation de Mgr Limoges de venir à Mont-Laurier s'occuper d'un orphelinat et d'un hospice pour les vieillards. En juin 1932, les premières sœurs arrivent : Soeur Saint-Donatien, supérieure, Soeur Saint-Norbert. Soeur Saint-Léonce, Soeur Marie-Flore, Soeur Sainte-Cécile et Soeur Sainte-Léonide. Une partie de leur établissement servira d'hôpital jusqu'à l'ouverture de l'hôpital de Mont-Laurier en 1950. À ce moment, leur établissement redevient un orphelinat et un foyer pour personnes âgées. En octobre 1974, elles cèdent le Foyer Sainte-Anne au Ministère de la Santé. Aujourd'hui la congrégation s'appelle les Sœurs de la Charité d'Ottawa.

### **LES ADORATRICES DU PRÉCIEUX-SANG**

Le 23 juin 1934, sept membres de la communauté des Adoratrices-du-Précieux-Sang arrivent de Nicolet. Ce sont Soeur Marie-Sainte-Cécile (Dubuc), Soeur Marie-du-Carmel (Tessier),

Soeur Marie-de-la-Providence (Lemay), Soeur Marie-Immaculée (Mercure), Soeur Catherine-de-Jésus (Rousseau), Soeur Véronique-de-la-Passion (Lafond) et Soeur Marie-du-Bon-Conseil (Breton). À leur arrivée, elles occupent l'ancien monastère des Sœurs Notre-Dame près de la cathédrale.

En 1945, elles demandent un plus grand monastère. Mgr Limoges leur cède alors un grand domaine de 17 arpents le long de la rivière du Lièvre où un monastère érigé en granit rose de Guénette comprend 40 pièces dont 20 cellules monastiques. Elles y aménagent en décembre 1952. Depuis 1950, les Adoratrices du Précieux-Sang se sont rattachées à l'ordre de Saint-Benoît. En 1961, le prieuré devient abbaye. La première mère abbesse est Cécile Bénédicte Dubuc.



Premier monastère des Sœurs du Précieux-Sang



Abbaye des Moniales Bénédictines, sur le boulevard Albiny-Paquette



Les Moniales bénédictines lors de leur 75<sup>e</sup> anniversaire d'arrivée, en 2009

### **LES PETITES SŒURS DE LA SAINTE-FAMILLE**

Elles arrivent de Sherbrooke en 1936 pour prendre en charge la cuisine et l'entretien de l'évêché et du séminaire. Le 11 mars 1984, elles quittent la région.

### **LES SŒURS DE SAINTE-ANNE**

Elles s'installent en 1950 à Sainte-Véronique, à Lac-Saguay et Saint-Jean-sur-le-Lac en 1952, à La Macaza en 1953, elles se destinent à l'enseignement dans ces écoles.

### **LES MARIANITES DE SAINTE-CROIX**

En juillet 1950, arrive de France la Congrégation des Marianites de Sainte-Croix à qui on confie la direction du tout nouvel hôpital d'une centaine de lits, sous la direction de Mère Véronique. Elles forment également des infirmières auxiliaires à l'hôpital de Mont-Laurier. En 1970, la direction de l'hôpital passe à un laïc. En 1950, Marielle Lamoureux est la première fille née à Mont-Laurier à faire son entrée dans cette communauté.



La chapelle des Marianites

### **LES OBLATES DE L'IMMACULÉE-CONCEPTION**

Le 11 mai 1954 arrivent à Mont-Laurier quatre membres de la Congrégation des Oblates missionnaires de l'Immaculée-Conception en les personnes de Milles Yvette Poulin, directrice, Suzanne Grenier, Réjeanne Caron et Gabrielle Marcoux qui sont chargées des cours d'enseignement ménager à l'École d'agriculture : art culinaire, couture, tissage, tricot, crochetage, chapellerie, art décoratif. Elles ont également œuvré à Lac-Saint-Paul dès 1958 et à Chute-Saint-Philippe.

\*\*\*\*

### **ÉVA MARCOTTE**

Fille d'Augustin Marcotte et de Sophie Turgeon, Eva Marcotte a environ deux ans quand elle arrive avec ses parents au Rapide de l'Original en 1887. La rumeur raconte que c'est suite à une peine d'amour qu'elle serait entrée au couvent des sœurs Saint-Joseph (Hospitalières de l'Hôtel-Dieu de Montréal), le 19 décembre 1907, à titre de sœur tourière. Toujours selon la rumeur, elle aurait servi de modèle au sculpteur Louis-Philippe Hébert pour la statue de Jeanne-Mance installée à l'extérieur de l'Hôtel-Dieu de Montréal. Elle travailla 25 ans auprès des malades de l'Hôtel-Dieu, puis aux cuisines pendant de nombreuses années, et, enfin, à l'infirmierie de la communauté.



Eva Marcotte et  
la statue de Jeanne-Mance devant l'Hôtel-Dieu

### **Des femmes vouées à l'enseignement...**

#### **MARGUERITE GODARD**

S'il vous arrive de faire une promenade dans les rues de Mont-Laurier par une belle et chaude journée de l'été, peut-être avez-vous croisé « Mademoiselle Godard » lors de son circuit guidé. Personnage coloré s'il en est un, notre jeune guide personnifie la fille du premier médecin installé à Mont-Laurier, le Dr Oscar Godard, et de Laurenza Dumoulin, et qui mena une longue et brillante carrière d'enseignante de 1916 à 1970 en proposant aux élèves de Mont-Laurier des cours de rattrapage dans sa petite école privée de la rue Bellerive.



Marguerite Godard devant sa maison, avec ses élèves : Lise Boies, Jacynthe Ouellette, Daniel Ryan, Sylvie Hotte, Steve Tinkler, Johanne Daoust et Marie-Josée Matte

De nombreuses autres « maîtresses d'écoles » se sont dévouées à l'instruction des enfants des premiers colons du Rapide-de-l'Original dont la première, Alexina Forget, enseigna dès 1895, à l'âge de 15 ans, pendant quelques années dans la première chapelle-école bâtie sur les lots de Solime Alix et Adolphe Bail, dans le quartier du Rapide.

### **Des femmes impliquées socialement...**

**AMANDA AUDET** devient en 1907 la première présidente des Dames de Sainte-Anne de la paroisse Notre-Dame de Fourvière. **HERMINE LAPOINTE** (mère d'Émile Lauzon, le marchand-général) fut la première présidente du Cercle des Fermières qui porta le nom de « La divine Bergère » en 1924. **LILIANE GAUTHIER**, mère de 11 enfants, fonda l'ordre des filles d'Isabelle de Mont-Laurier et en fut la régente de 1952 à 1962.

**ÉLIANE DESJARDINS** fut la deuxième conseillère municipale. En 1975, grâce à son implication à titre de responsable de la vie culturelle de la ville de Mont-Laurier, la Société historique de la région de Mont-Laurier voit le jour. En 1990, elle reçoit une récompense municipale pour son implication dans la société d'Horticulture de Mont-Laurier.

**LAURENZA BLOUIN** arrive à Mont-Laurier en 1909 avec ses parents, Flavien Blouin et Rose Dubois. Elle étudie le piano chez Alphée Boisvert et, en juin 1917, elle obtient son diplôme de professeur de piano. À partir de 1918, elle enseignera le piano à plus de 3 000 élèves. Elle fut une femme impliquée dans plusieurs domaines de la vie de sa communauté : membre du Cercle des Fermières dès sa fondation en 1924, puis présidente en 1946. Lorsqu'en 1947 le Cercle des fermières devient l'Union Catholique des Femmes Rurales, elle en est la présidente jusqu'en 1966 ; lorsque l'organisme devient l'AFEAS, elle en est la présidente fondatrice et demeure en poste de 1966 à 1971. En plus d'être la présidente de la conférence Saint-Vincent-de-Paul de 1954-1972, elle est marguillière, organiste à la cathédrale de Mont-Laurier, siège au Conseil économique et à la Commission des loisirs de Mont-Laurier.



Mme Lorenzo Blouin-Bélanger à l'orgue de la cathédrale

### **CÉCILE REID-BRISEBOIS**

Fille de Rosario Reid et d'Yvonne Cloutier, Cécile enseigne de 1932 à 1940 à l'Académie du Sacré-Cœur. En 1939, une section de l'Association catholique des institutrices rurales voit le jour à Mont-Laurier dont elle prend la responsabilité du secrétariat. Au cours de sa vie, elle met sur pied l'Association Parents-Maîtres, fait partie de l'Opération 55 qui voit la création de 55 commissions scolaires régionales ; de 1955 à 1965, elle collabore à la revue Parents-Instituteurs et au bulletin Foyers-Heureux. Elle fait du théâtre amateur et s'occupe de 1955 à 1965, de la bibliothèque paroissiale avant sa municipalisation en 1965, puis devient la première directrice de la bibliothèque municipale où elle travaille jusqu'en 1972. En plus de devenir présidente de l'AFÉAS de 1967-1971 et de la Société historique de 1975-1985. Elle publie deux monographies : *Les Institutrices Rurales, 1898-1960* et *La centrale hydroélectrique de Mont-Laurier*, fondée par son grand-père Jean-Baptiste Reid. Elle décède en 2003.



Cécile Reid-Brisebois



Madame Cécile Reid-Brisebois, alors présidente de la Société historique, en compagnie de Madame Nicole Leblanc, comédienne personnifiant Rosanna St-Cyr dans le téléroman *Le Temps d'une paix*, lors du centenaire de Mont-Laurier, en 1985.

### **LÉONIE LABELLE BÉLANGER**

C'est le 1<sup>er</sup> juillet 1904 que Léonie Labelle et sa soeur jumelle Eugénie voient le jour. Léonie épouse Albert Bélanger le 25 octobre 1922. De cette union naîtront 13 enfants. Au décès de son conjoint en 1949, 11 enfants habitent toujours avec elle. Le souvenir le plus souvent relaté par ces derniers concernant leur mère est de voir des gens aller et venir à la maison lui demander son assistance pour un accouchement par exemple ou encore pour tout autre besoin. Toujours, cette femme porte assistance aux autres, c'est inné chez elle d'aider. C'est surtout pour son implication à la Saint-Vincent de Paul « Le Louvoir » comme on l'appelait à l'époque, que Madame Bélanger laisse sa marque : récupérer, laver et réparer des vêtements usagers afin de venir en aide aux personnes plus en besoin. Notons qu'en 1950, les « machines à laver », ainsi que les machines à coudre, exigent plus de manipulation et que l'eau courante dans les maisons est un luxe que tous ne peuvent se permettre, ce qui ajoute tout le coeur à l'ouvrage qu'il fallait y mettre. Elle s'y investit entre 1950 et 1975.



Léonie Labelle Bélanger

En 1982, Le Centre de bénévolat voit le jour. Afin de rendre hommage à cette femme de coeur et ainsi marquer symboliquement le geste bénévole, on demande à Mme Léonie Bélanger l'autorisation de joindre son nom à celui de l'organisme. L'organisme s'appelle alors «Centre d'action bénévole Léonie-Bélanger».



Centre Léonie-Bélanger, rue de la Madone

**LYSE BEAUCHAMP** est la co-fondatrice de Toxicologie-Alerte. Au printemps 1997, elle reçoit le Méritas municipal du « Bénévole de l'année » de la ville de Mont-Laurier et « Bénévole de l'Année » de la Fondation provinciale des organismes d'aide et de soutien aux toxicomanes. À Mont-Laurier, un organisme qui vient en aide aux personnes ayant des problèmes de toxicomanie et de santé mentale porte son nom en son honneur.

### **Des femmes en politique...**

**SUZANNE DORION MILLER**, fille de Zéphyr Dorion et Mary Hélène Longpré, est en 1962 la première femme à se porter candidate à une élection municipale à Mont-Laurier. Elle défait Apollinaire Labelle et fait son entrée au conseil municipal où elle siègera jusqu'en 1966. En 1964, elle représente la ville de Mont-Laurier à Régina lors de la conférence de la Fédération des Maires et des Municipalités. Pendant sa vie politique, elle s'intéresse particulièrement à l'embellissement de la ville en améliorant considérablement le parc à l'embouchure du ruisseau Villemaire et en s'impliquant dans la Société d'horticulture de Mont-Laurier de 1962 à 1965.



Transmission des pouvoirs du Dr. Jean-Claude Lemieux à Léopold Forant, nouveau maire

Suzanne Dorion à gauche

**JOHANNE DESCHAMPS**, fille de Claude Deschamps et de Denise Bock, descendante de Joseph Deschamps et Marie Fortin, pionniers de Kiamika, et de Charles Bock et Corinne Dupré, pionniers de Mont-Laurier, elle naît à Saint-Jovite puis s'installe avec ses parents à Val-Barrette quelques années plus tard. Elle est une femme impliquée dans la vie régionale à plusieurs niveaux. Après avoir été adjointe administrative au diocèse de Mont-Laurier, elle devient vice-présidente de l'Association du diabète de Mont-Laurier, administratrice des Habitations Les Jardins Verts, conseillère municipale de Val-Barrette, commissaire à la Commission scolaire Pierre-Neveu, adjointe administrative du ministre Jacques Léonard, attachée politique de Sylvain Pagé, député de Labelle, puis présidente de l'Association du Bloc Québécois de Pontiac-Papineau-Labelle.

En 2000 elle se lance en politique en se présentant aux élections fédérales, mais elle sera défaite. Elle ne se décourage pas et, en 2004, elle devient la première femme députée de la nouvelle circonscription Laurentides-Labelle et sera réélue en 2006 et 2008. En plus de sa charge de députée, elle est la deuxième vice-présidente du caucus du Bloc Québécois, porte-parole du parti en matière de coopération internationale et porte-parole adjointe aux affaires étrangères.

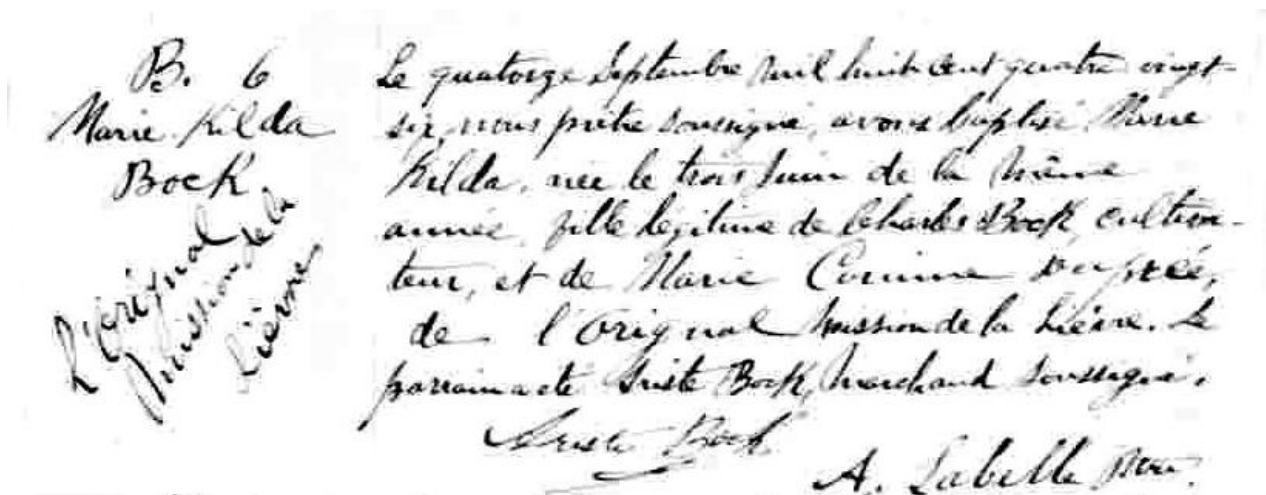


Johanne Deschamps

**Les premières femmes à ...**

... s'établir dans la nouvelle colonie du Rapide-de-l'Original: AZILDA CLOUTIER qui épouse le 16 novembre 1885, à Sainte-Agathe-des-Monts, Zéphir Lafleur. Ensemble, ils arrivent en traîneau, en janvier 1886, sur la rivière du Lièvre gelée. Le jeune couple passe l'hiver au chantier de Solime Alix et Adolphe Bail et s'installe sur la rive nord de la rivière à environ un mille en haut du rapide.

... à naître dans la colonie : KILDA BOCK, fille de Charles Bock et Corinne Dupré, baptisée le 14 septembre 1886, au Rapide de l'Original, par le curé Labelle dans le « shak » de ses parents; le curé Labelle inscrit par contre son baptême dans le registre de Nomingue à son retour.



Sources : Les Sœurs de Notre-Dame auxiliaires, *Semaines et moissons, de 1921 à nos jours*, les éditions Francine Breton, Montréal, 271 p.  
 Luc Coursol, *Un diocèse dans les cantons du Nord, Histoire du diocèse de Mont-Laurier*, 1988, 482 pages  
 Fernand Simard, *100 ans d'histoire*, monographies publiées à comte d'auteur, Mont-Laurier, 1985

## La face cachée des institutrices rurales !

Par Geneviève Piché



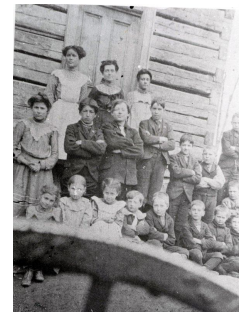
Amanda Audet  
Institutrice rurale



École Campeau, institutrice : Jacqueline Reid



Marie-Berthe Robert  
Mont-Saint-Michel



Élèves de l'École du  
Wabassée, 1905

*Durant plus d'un siècle, des centaines de jeunes femmes se sont dévouées à la cause de l'enseignement. Pour certaines, ce fut le plus beau métier du monde. Gabrielle Roy l'a d'ailleurs immortalisé dans un de ses romans, **Ces enfants de ma vie**. Pour d'autres, la tâche fut pénible, voire cauchemardesque. Plusieurs d'entre elles nous ont légué des récits sur la vie d'une institutrice rurale, levant ainsi le voile sur un métier souvent méconnu dans l'histoire de notre région. Démystifions ensemble ce qu'était la vie d'une maîtresse dans une école de rang !*

Au XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècle, le principal débouché qu'offre le marché du travail pour les jeunes femmes instruites est l'enseignement. Afin de devenir maîtresse d'école, elles doivent d'abord fréquenter un couvent, puis passer les examens du Bureau des examinateurs catholiques, ou encore étudier à l'École normale afin d'obtenir un diplôme. Très vite, les femmes vont surplomber les hommes dans le domaine de l'enseignement, surtout en milieu rural. Dès 1850, elles représentent plus de la moitié du personnel du réseau scolaire public et cette proportion ne cessera d'augmenter. Alors que les institutrices, le « sexe faible », se concentrent dans les classes primaires, avec les plus jeunes, leurs homologues masculins s'occupent des niveaux supérieurs et pourvoient les postes d'inspecteurs.

Pour obtenir un poste, l'institutrice rurale se doit d'être célibataire. Les femmes mariées sont alors mal vues dans l'enseignement. Elle enseigne de la première à la neuvième année, et ce dans la même classe. Elle dispense tout d'abord un enseignement religieux, le catéchisme, puis des rudiments qui touchent un peu à tout (grammaire, calcul, agriculture, instruction civique, hygiène, bienséance, économie domestique). Les inspecteurs vérifient une fois par année à la fois la propreté des lieux et les connaissances des élèves. Les succès ou les échecs sont automatiquement reliés à l'institutrice, puisque c'est à elle, et non aux parents, à leur apprendre leurs leçons.

Toutefois, la tâche d'une institutrice en milieu rural demeure exigeante. Elles sont souvent mal payées, mal logées et mal nourries. Elles doivent veiller à l'entretien ménager de l'école, au chauffage du local et au déneigement. Leurs locaux n'offrent que le strict minimum et sont souvent mal isolés. En 1905, l'école de Sainte-Véronique a dû fermer ses portes parce que les enfants ne pouvaient plus supporter le froid hivernal ! Sans même avoir prononcé le vœu de pauvreté, l'institutrice en vit quotidiennement. Elle doit aller puiser l'eau au puits, à la rivière, ou chez le voisin, été comme hiver. Les toilettes sont à l'extérieur et elle doit constamment affronter les invasions de bestioles. Le soir, la journée de travail n'est pas finie. Il reste encore le ménage, la correction des devoirs et la planification des leçons du lendemain.

Puisque l'obligation scolaire n'apparaît qu'en 1943 au Québec, ce sont les parents qui décident d'envoyer ou non leurs enfants à l'école. L'institutrice est alors confrontée à une fréquentation scolaire aléatoire. À l'époque, il n'était pas rare qu'une école ne puisse ouvrir ses portes au début de septembre, parce qu'il n'y avait pas d'institutrice ou pas d'argent pour la payer. On tentait d'engager « au meilleur prix possible », car le salaire provenait essentiellement des contribuables. L'instruction était une chose secondaire, un luxe. Et ce n'était certainement pas grâce à elle, disait-on, qu'on ramenait du pain sur la table.

Il existe un écart salarial important entre les institutrices et les instituteurs. Dans les années 1850, les femmes touchent 40% du salaire des hommes. Si l'on peut le comparer à celui d'une domestique, il ne faut pas oublier que l'institutrice doit parfois acheter le bois de chauffage à même son salaire, tout comme elle doit entretenir l'école. De même, elle doit souvent accepter d'être payée en denrées agricoles. Elle est aussi moins bien payée qu'une institutrice qui enseigne dans une ville. Dans les années 1910, dans la région de Mont-Laurier, le salaire annuel tourne autour de 170\$. De plus, les institutrices ne sont pas payées durant les vacances scolaires, ce qui les oblige à se chercher un emploi temporaire, soit sur une ferme ou soit comme domestique. Toutes ces conditions poussent l'institutrice à ne rester dans l'enseignement que quelques années, en attendant de se marier ou de trouver mieux.



Mlle Marie-Anne Dumouchel et ses élèves, 1916

1<sup>ère</sup> rangée : de gauche à droite :

? Hatin, Albert Grenier, ?, Noé Venne, Clara Melançon, Gilberte Venne, Rose Melançon, (en arrière) : Gilberte Bélec, Régina Venne, Simone Grenier, deux enfants Desnoyers, Paul Grenier, Téléphore Melançon, ? Hatin, Arthur Grenier.

2<sup>e</sup> rangée : Eugénie Labelle, Marie-Louise Venne, Léonie Labelle, Simone Barrette, Juliette Grenier, Marie-Rose Barrette, Luméra Venne, Aurore Hatin, Aurore Aubin, ?.

Puisqu'il n'y a qu'une seule institutrice par rang ou par village, le poste est très convoité, d'autant plus que plusieurs institutrices n'ont pas d'emploi. C'est pourquoi les faits et gestes de la maîtresse d'école sont étroitement surveillés par les commissaires, les parents, les voisins et les curés. Un seul écart de conduite, même après les classes, peut lui valoir d'être renvoyée, pour cause d'immoralité ou pour avoir fait preuve d'une trop grande sévérité! En 1901, à

l'Ascension, Mlle Camille Legault est engagée pour un salaire annuel de 90\$. Toutefois, quelques mois plus tard, Mlle Carmen Filiatreault s'offre à meilleur marché, d'autant plus qu'elle possède un bon certificat du curé de la mission.

L'institutrice doit également faire face à la cléricisation de la profession. De plus en plus de villages se tournent vers une communauté religieuse pour prendre en charge l'éducation des enfants. La religieuse, contrairement à l'institutrice laïque, bénéficie d'une sécurité d'emploi, de la garantie d'avoir un poste, un gîte et un couvert, et ce jusqu'à sa mort.

C'est pour toutes ces raisons que les institutrices vont tenter, dans les années 1930, de se regrouper et de faire valoir leurs revendications. Des associations voient le jour et réclament de meilleurs salaires, de meilleures conditions de travail et de vie. Dès 1936, l'institutrice de La Malbaie, Laure Gaudreault, s'attèle à la tâche de regrouper ses consœurs au sein de l'Association catholique des institutrices rurales. Chaque district voit bientôt une association se former. Le district numéro 9, celui de Mont-Laurier, voit la sienne prendre vie en 1939, après une visite que fait l'instigatrice à Mgr Limoges, évêque du diocèse de Mont-Laurier. À l'époque, les syndicats n'ont pas encore tout l'assentiment du clergé et chaque association a besoin de l'approbation de l'évêque pour survivre. Ces associations vont bientôt donner vie à la Fédération catholique des institutrices rurales. Dès lors, ses membres s'acharnent à acquérir de meilleures conditions. Durant les décennies qui suivent, grâce à leurs luttes, les institutrices rurales verront leurs conditions s'améliorer. Déjà, dans les années 1940, leur salaire a plus que doublé !

Cet article aura contribué, je l'espère, à rendre hommage à une génération de femmes qui se sont donné corps et âme dans cette vocation, afin d'instruire les enfants de nos campagnes. Plusieurs d'entre elles ont passé leur vie dans ces écoles de rang, dans des conditions parfois très pénibles. Les écoles de rang disparaîtront peu à peu pour laisser la place à des écoles centralisées et à nos fameuses polyvalentes. Toutefois, s'il vous arrive d'aller vous balader dans les rangs éloignés de Mont-Laurier, de Ferme-Neuve, de Lac-des-Îles ou de Kiamika, vous verrez peut-être les vestiges de cette époque désormais révolue et vous aurez une petite pensée pour ces institutrices rurales...

Sources : Cécile Reid-Brisebois, *Nos institutrices rurales, 1898-1960, La Société d'histoire de la région de Mont-Laurier, 1984, 92 p.*

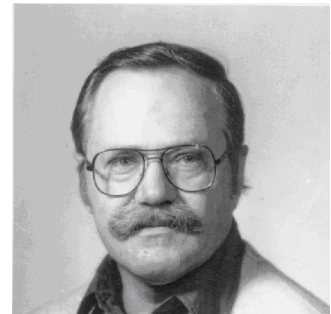
Collectif Clio, *L'histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles*, Montréal, Éditeur Le Jour, 1992, 646 p.

## **Raymond Dinelle** **Précurseur des cours universitaires à Mont-Laurier**

Oncle Raymond est né le 9 novembre 1933 pendant la crise. Il aimait bien étudier et lire. Je me rappelle des dimanches après-midi quand j'allais chez lui avec ma mère, combien j'aimais bouquiner dans sa bibliothèque. Elle comprenait toutes sortes de livres allant de la psychologie à la sociologie, aux grands auteurs français. Mais moi, j'aimais par-dessus tout ses livres sur l'histoire des civilisations remplis de photos archéologiques.

Il a travaillé pour la Banque Nationale pendant plusieurs années. Il s'occupait de la comptabilité. Par la suite il a travaillé pour le Centre des services sociaux de l'Outaouais à Mont-Laurier (l'ancêtre des CLSC). Il était bien apprécié par ses collègues de travail surtout pour son professionnalisme, son écoute et son entraide.

En 1976, après plusieurs démarches, il a démarré des activités de certificat en travail social avec le Centre d'études universitaires dans l'Ouest québécois (aujourd'hui l'UQO). Par la suite le certificat en sciences infirmières a été ajouté. Il travaillait à partir de sa résidence et y recevait les étudiants de Mont-Laurier et de Maniwaki pour ouvrir leur dossier et les renseigner sur les procédures à suivre pour l'obtention de leur certificat.



Raymond Dinelle

En 1978, au cours de son baccalauréat, il a fait un stage de 6 mois en France sur le travail social. En 1980, il termine son baccalauréat en travail social mais la maladie l'oblige à se retirer de ses fonctions. Il n'a pas pu accrocher son diplôme dans son bureau. Il est décédé le 16 mai 1981 à la suite d'un cancer. Madame Pauline Roy, registraire de l'Université, a tenu à lui rendre hommage de cette façon : « Monsieur Dinelle, en tant qu'agent de liaison, s'est montré d'une équité exemplaire en tout temps et a fait preuve d'un dévouement inlassable. Il n'a rien épargné pour répondre aux attentes des étudiantes et étudiants de son milieu et promouvoir l'Université. »

Merci oncle Raymond!

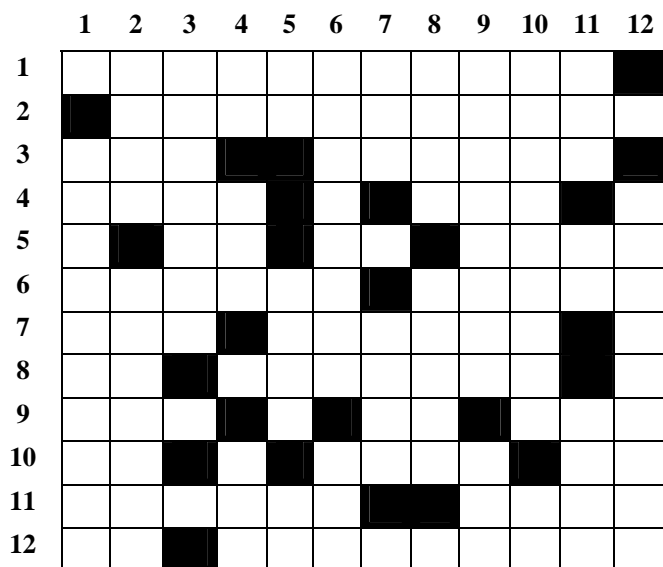
Luc Paquette



Une visite guidée de l'Église de Nominique  
sera offerte tous les dimanches  
de 12 h à 15 h  
et les jeudis de 14 h à 16 h  
**du 27 juin 2010 au 5 septembre 2010 inclusivement.**  
Une offrande volontaire est demandée  
pour la visite.

# Mots croisés

par Louis-Michel Noël



## Horizontalement

1. Première présidente des dames de Ste-Anne de la paroisse Notre-Dame de Fourvière. 2. Lettres peintes au début d'un texte. 3. Poème. Populaces. 4. Enlevées. ...Lanka. 5. Révérend Père. Non dit. Greffa. 6. Écouterà. Oiseau échassier des marais. 7. Type de transistor. Jamais entendue. 8. Choix. Partie décorée d'un autel. 9. Avant Air-Canada. Changée en génisse. Enveloppe des céréales. 10. Institut de l'Hôtellerie. Verrou. Deux. 11. On y cultive des fruits. Auxiliaire. 12. Infinitif. 3<sup>e</sup> évêque du diocèse.

## VERTICALEMENT

1. La première arriva en 1909. 2. Orifice d'un canal. Première femme arrivée au Rapide-de-l'Orignal. 3. Conduisent des ânes. 4. Nouvelle lune. On le moissonne. Le moi. 5. Dette. Peu de chose. Reçu. 6. Tranchant. Champ. 7. Sent et goûte fort. Voyelles. 8. Premières pages. Gonflement des ganglions lymphatiques. 9. Premier maire de Mont-Laurier. Dans la rose des vents. 10. Fatiguées. Phonétiquement enlever. 11. À toi. Vers, anglais, Enduit. 12. Sœur de l'hôpital.



## Photo mystère



Photo envoyée par M. Maurice Brisebois, Peut-être prise devant l'église de la paroisse Sainte-Famille d'Aumond.

Le prêtre qui figure sur la photo est l'abbé Elphège Cousineau qui a été curé de la paroisse Sint-Jean-sur-le-Lac de 1934 à 1952.

M. Brisebois souhaite remettre la photo À ces personnes. Les reconnaissez-vous ? Si oui, appelez-nous au 819-623-1900. Merci !

# Encourageons nos commanditaires !



**L'Essentielle**  
Aliments Naturels et Biologiques  
www.essentielle-coop.qc.ca

532, de la Madone  
Place Maclaren  
Mont-Laurier (Québec)  
J9L 1S5

☎ 819 623-5875

UNE ÉPICERIE SPÉCIALISÉE ÉCOLOGIQUE  
POUR VOTRE SANTÉ ET POUR UN  
ENVIRONNEMENT DE QUALITÉ

**ORDINATEURS**  
www.belangerelectronique.com



**BÉLANGER ÉLECTRONIQUE INC**  
Sylvain Bélanger, prop.  
533, rue Carillon  
Mont-Laurier, Qc, J9L 1P8  
Tél.: (819) 623-5005/5010  
Télec.: 623-5006

- Réseaux
- Imprimantes
- Logiciels
- Accessoires

**STEVE GIGUÈRE**  
PHARMACIEN-PROPRIÉTAIRE

470, de la Madone  
Mont-Laurier  
(Québec) J9L 1S5  
Tél.: (819) 623-2296  
Fax: (819) 623-3839

Pharmacie Steve Giguère  
Affiliée à  




Services professionnels et confidentiels  
COLUMBARIUM - CONSULTATIONS  
PRÉ-ARRANGEMENTS

**Rémi Blais, directeur de funérailles**

680, rue de la Madone, Succ.: 456, 12<sup>e</sup> Avenue  
Mont-Laurier (Québec) J9L 1S9 Ferme-Neuve (Qc) J0W 1C0  
Tél.: (819) 623-3751 Tél.: (819) 587-3169  
Télec.: (819) 623-6576 Téléc.: (819) 587-2084  
Courriel: fun.ouellette@lino.com

**CGA** Daniel JOANNETTE CGA

530, rue du Pont  
Mont-Laurier (Québec) J9L 2S1

Bureau: 819 623-5858  
Résidence: 819 585-3351  
Courriel: djoannette.cga@gestionmt.ca

Télécopieur:  
819 623-5894

Membre du Groupe  
Barbe & Robidoux.SAT

**McKale, Barbe & Robidoux**  
ARPELITEURS-GÉOMÈTRES

**Denis Robidoux**  
Arpenteur-géomètre

Mont-Tremblant (819) 425.2777 | Mont-Laurier (819) 623.5555

Meubles Accessoires Électroménagers

**Accent**

LES MEUBLES MONT-LAURIER  
580, rue Hébert, Mont-Laurier (Québec) J9L 2X2  
Tél.: (819) 623-1115 • Téléc.: (819) 623-2552

**Buro PLUS**

André-Jean Thibault  
Michèle Thibault

**LIBRAIRIE JACLO INC.**

Tél.: (819) 623-5440  
Téléc.: (819) 623-7262  
librairiejaclo@lino.com

500, De la Madone, Mont-Laurier QC, J9L 1S5

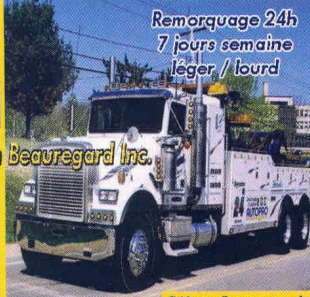
Remorquage 24h  
7 jours semaine  
léger / lourd

**AUTOPRO**

**Garage Réjean Beaugregard Inc.**

2597, chemin de la Lièvre Nord  
Mont-Laurier (Québec)  
J9L 3G3  
Tél.: (819) 623-1766  
Fax: (819) 623-1808  
Sans frais: 1-888-799-1766

**Réjean Beaugregard**  
Propriétaire



**A. Bolduc, N. Cloutier, P. Sigouin**  
pharmaciens



Centre médical  
300, de la Madone  
Mont-Laurier (Québec)  
J9L 1R7  
Tél.: (819) 623-3311  
Fax: (819) 623-1211

Édifice Lachapelle  
508, de la Madone  
Mont-Laurier (Québec)  
J9L 1S5  
Tél.: (819) 440-2011  
Fax: (819) 440-2873

*Papilles*  
Épicerie Fine



819 623-6069

448, Chasles, Mont-Laurier  
(Québec) J9L 2V2

- Produits internationaux
- Produits régionaux
- Atelier culinaire
- Prêt à manger
- Café bistro


Heures d'ouverture  
Mardi au vendredi de 10h à 19h  
Samedi de 10h à 18h

Martine Bélanger, propriétaire

**MATELAS**  
Laurentien


Tél.: (819) 440-4848  
Téléc.: (819) 440-4949  
S. frais: (866) 246-2690

**Paul Boucher**  
Propriétaire



792, rue de la Madone  
Mont-Laurier (Qc)  
J9L 1S9

**TEMPUR**  
MARCHÉS ET ENTREPRISES SÉRIOS



 **CyberInfo Plus**  
**Dany Legault**  
 Vente • Réparation • Réseautique  
 189 8<sup>e</sup> Rue, Tel: (819)587-3517  
 Ferme-Neuve, J0W 1C0 Cell.: (819)440-9133  
 Site Web : <http://cyberinfo-plus.com> , dany@cyberinfo-plus.com

**La maison de la rive**  
 GÎTE  
 415, DU PORTAGE MONT-LAURIER (QUÉBEC) J9L 2A1  
 819 623-7063  
*Edith Whear & Wilfrid Lacelle* WWW.LAMAISONDELARIVE.COM

**architecture**  
 ANDRÉ CHALIFOUX T.P.  
 Conception de Plans exclusifs résidentiel et commercial  
 2725 cote des Perdreux Mont-Laurier  
 Tél. : (819) 623-6536 Fax. : (819) 623-2725  
 Membre de l'ordre des techniciens professionnels du Québec depuis 1991

**GIANT TIGER**  **TIGRE GÉANT**  
 SERGE DUFOUR Propriétaire  
 819 440 3032  
 Téléc. : 819 440 3039  
 Site web: www.tigregeant.com  
 Marché Madone Limitée  
 414 rue Du Pont  
 Mont Laurier, Québec  
 J9L 2R7

**METRO**  
 Marché Doré & Fils inc.  
 939, boul. A.-Paquette, suite 1  
 Mont-Laurier (Québec) J9L 3J1  
 Téléphone : 819 623-6984  
 Télécopieur : 819 623-6609  
 Martine Robinette et Réjean Gironne propriétaires

**Zoom Studio photo** Nicolas Aubry Carole Ann Pilon photographes  
 475 rue de la Madone Mont-Laurier  
 819-203-0599  
 -Studio  
 -Évènements  
 -Cadres et albums etc.  
 www.nicolasaubry.com

**MARCHÉ OMNI** TABACONISTE   
 Chez Pellerin  
 VIANDE - FRUITS ET LÉGUMES  
 VOTRE MARCHÉ  
 409, rue Chasles, Mont-Laurier (Québec) J9L 2V1  
 ☎ (819) 623-1623

**PLAZA LAQUETTE** DENIS LEDUC  
 939, boul. A.-Paquette, bureau 35  
 Mont-Laurier (Québec) J9L 3J1  
 Téléphone : (819) 623-5665  
 Télécopieur : (819) 623-4234  
 Courriel : leclair@tlb.sympatico.ca

**Auto Parts Plus** Pièces d'autos Léon Grenier inc.  
 1260, boul. A.-Paquette, Mont-Laurier (Québec) J9L 1M7  
 Tél. : 819.623.3740 | Téléc. : 819.623.3113  
 Réjean Brault et Sylvain Piché - Propriétaires  
 leongrenier@tlb.sympatico.ca

 **Tim Hortons**  
 OUVERT 24 H  
 7 JOURS  
 576, BOUL. A.-PAQUETTE  
 MONT-LAURIER (QUÉBEC) J9L 1L3  
 GILBERT LANDRY et FRANCINE BIGRAS, propriétaires  
 Téléphone: 819 623-6035  
 Télécopieur: 819 623-6067

  
**ASSEMBLÉE NATIONALE**  
 QUÉBEC  
 Sylvain Pagé  
 Député de Labelle  
 384, rue du Pont  
 Mont-Laurier  
 (819) 623-1277

  
 Home Hardware  
 Mont-Laurier  
 939, boul. A.-Paquette local 34  
 Mont-Laurier (Québec) J9L 3J1  
 Tél 819 623 1110  
 Téléc 819 623 6165

Insérer la publicité de la SNQ



**Desjardins**  
Caisses populaires  
Zone de la Lièvre



[www.johannedeschamps.qc.ca](http://www.johannedeschamps.qc.ca)



**Johanne Deschamps**  
Députée de Laurentides-Labelle  
Porte-parole à la Coopération internationale  
Porte-parole adjointe aux affaires étrangères

476 rue du Pont, bureau 2, CP 57  
Mont-Laurier, Qc, J9L 3G9  
819 440 3091 – 1 866 440 3091

45 rue Saint-Antoine  
Saint-Agathe-des-Monts, Qc, J8C 2C4  
819 326 5098 – 1 866 881 5098



Municipalité de Ferme-Neuve